GROUPE CRIT

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

EXCO PARIS ACE
76-78, rue de Reuilly
75012 Paris

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'assemblée générale
GROUPE CRIT
6 Rue Toulouse Lautrec
75017 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société GROUPE CRIT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation des actifs incorporels
Voir la note 4.1.1 Immobilisations incorporelles

- **Risque identifié**

Au 31 décembre 2024, la valeur des actifs incorporels s'élève à 378 millions d'euros, représentant 23 % de la valeur totale des actifs.

Les actifs incorporels sont principalement composés de goodwill, de marques et de relations clients, constatés lors des regroupements d'entreprise. Le groupe s'assure, lorsqu'il identifie un indice de perte de valeur et au moins une fois par an, que la valeur comptable de ces actifs n'est pas supérieure à leur valeur recouvrable, déterminée à partir de projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation. Les principales hypothèses ainsi prises en compte dans l'évaluation de la valeur recouvrable comprennent la progression du chiffre d'affaires et de la rentabilité, le taux de croissance perpétuelle et le taux d'actualisation.

Nous avons considéré que l'évaluation de la valeur recouvrable de ces actifs est un point clé de notre audit en raison de leur caractère significatif dans les comptes du groupe et parce que la détermination de cette valeur nécessite de recourir au jugement de la Direction.

- **Notre réponse**

Nos travaux ont notamment consisté à :
- prendre connaissance du processus d'élaboration et d'approbation des budgets et des prévisions par la Direction ;
- apprécier le caractère raisonnable des principales estimations retenues, en particulier la cohérence des projections de chiffres d'affaires et de taux de marge par rapport aux performances passées du groupe et au contexte économique des pays dans lequel il opère, la cohérence des taux de croissance retenus avec les analyses de performance du marché, et avec l'appui de nos experts en évaluation, la cohérence des paramètres composant les taux d'actualisation appliqués aux flux de trésorerie projetés avec des références externes ;
- examiner les modèles de valorisation et les analyses de sensibilité de la valeur recouvrable de ces actifs par rapport aux principales hypothèses retenues ;
- vérifier que les notes aux états financiers donnent une information appropriée.

Charges de personnel et conformité réglementaire

- **Risque identifié**

Les charges de personnel et assimilées représentent la majeure partie des charges opérationnelles du groupe ; elles s'élèvent à 2.727 millions d'euros en 2024, soit 90 % des charges opérationnelles consolidées.

Ces charges couvrent à la fois le personnel permanent et le personnel intérimaire qui fait l'objet de réglementations et d'obligations spécifiques. Ces réglementations diffèrent selon les pays et sont en constante évolution.

Le groupe s'assure du respect de ses obligations règlementaires relatives au personnel, notamment en matière de durée du travail, et veille en permanence au maintien à jour des données règlementaires de paie et à la juste valorisation de éléments de paie et autres charges de personnel.

Nous avons considéré que les charges de personnel et la conformité aux obligations règlementaires relatives au personnel sont un point clé de notre audit en raison de leur caractère significatif dans les comptes du groupe, de la complexité et du caractère changeant de ces règlementations et des conséquences, notamment financières, que le non-respect de ses obligations pourrait avoir pour le groupe.

- **Notre réponse**

Nous avons pris connaissance des procédures de contrôle interne du groupe en matière de veille réglementaire et de mise à jour des systèmes calculant la paie des salariés intérimaires et des salariés permanents et vérifié la mise en œuvre effective des contrôles principaux.

Nous avons vérifié, avec le concours de nos experts en droit social et paie, et sur la base d'un échantillon de salariés, l'exactitude des données de paie et du calcul de la paie. Nous avons obtenu, le cas échéant, les chefs de redressement issus des derniers contrôles de paie diligentés par les organismes sociaux et leur traduction comptable éventuelle. Nous avons apprécié le caractère approprié des actions de remédiation éventuelles engagées

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité de la Présidente Directrice Générale. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société GROUPE CRIT par votre assemblée générale du 14 avril 1997 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 23 juin 2008 pour le cabinet Exco Paris Ace.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 28ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Exco Paris Ace dans la 17ème année, dont respectivement 26 et 17 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions de comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris, le 28 avril 2025

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit	EXCO PARIS ACE
Jérôme MOUAZAN	Emmanuel Charrier
Jérôme Mouazan	Emmanuel Charrier

COMPTES CONSOLIDES

A. Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Chiffre d'Affaires	***3.1 & 3.3***	**3 124 015**	**2 536 096**
Achats consommés		(37 869)	(37 966)
Charges de personnel et assimilées	3.4	(2 726 577)	(2 179 789)
Autres achats et charges externes		(204 106)	(180 725)
Dotations nettes aux amortissements	4.1.2	(50 435)	(39 534)
Dotations nettes aux provisions		(5 276)	(1 962)
Autres produits d'exploitation		1 159	2 716
Autres charges d'exploitation		(2 284)	(1 909)
Résultat opérationnel courant	***3.2 & 3.3.2***	**98 627**	**96 926**
Autres charges opérationnelles	3.6	(1 993)	
Résultat opérationnel		**96 634**	**96 926**
Quote-part de résultat net de sociétés MEE prolongeant l'activité du groupe	4.1.4	737	587
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés MEE		**97 370**	**97 513**
Produits de trésorerie & équivalents de trésorerie		16 567	15 531
Coût de l'endettement financier brut		(6 994)	(3 336)
Coût de l'endettement financier net		**9 573**	**12 195**
Autres produits & charges financières		2 015	(646)
Résultat financier	**3.7**	**11 588**	**11 549**
Résultat avant impôt		**108 958**	**109 062**
Charge d'impôt sur le résultat	3.8	(33 538)	(33 896)
Résultat net		**75 420**	**75 166**
- attribuable aux propriétaires de la société mère		**73 011**	**72 815**
- attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		2 408	2 351
Résultat par action des propriétaires de la société (en euros)			
De base et dilué	**4.3.2**	6,90	6,56

B. Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Résultat net	**75 420**	**75 166**
Autres éléments recyclables en résultat	**7 115**	**(1 957)**
Ecarts de conversion	4 731	(1 799)
Juste valeur des instruments financiers	2 344	(233)
Impôt différé sur juste valeur des instruments financiers	40	75
Autres éléments non recyclables en résultat	**(1 312)**	**514**
Ecarts actuariels sur engagements de retraites	(1 751)	649
Impôt différé sur écarts actuariels	439	(135)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**5 803**	**(1 443)**
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**81 223**	**73 723**
- attribuable aux propriétaires de la société mère	**78 842**	**71 274**
- attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	2 381	2 448

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

C. Bilan consolidé

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Goodwill		*268 052*	*166 759*
Autres immobilisations incorporelles		*109 641*	*23 544*
Total des immobilisations incorporelles	*4.1.1*	377 693	190 303
Immobilisations corporelles	*4.1.2*	177 274	159 288
Actifs financiers	*4.1.3*	45 241	58 370
Participations dans les entreprises associées	*4.1.4*	6 215	5 411
Impôts différés actif	*3.8.3*	1 107	390
ACTIFS NON COURANTS		**607 530**	**413 762**
Stocks		3 377	2 817
Créances clients	*4.2.1 & 4.5.1*	645 179	498 210
Autres créances	*4.2.2 & 4.5.1*	63 192	43 051
Actifs d'impôts exigibles	*4.5.1*	3 773	1 684
Trésorerie et équivalents de trésorerie	*4.4.3 & 4.5.1*	335 101	473 803
ACTIFS COURANTS		**1 050 621**	**1 019 565**
TOTAL ACTIF		**1 658 151**	**1 433 327**

PASSIF (en milliers d'euros)	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Capital	*4.3.1*	*4 050*	*4 050*
Primes & réserves		*738 359*	*749 723*
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		**742 409**	**753 773**
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	*4.3.4*	9 538	7 736
CAPITAUX PROPRES		**751 947**	**761 509**
Engagements de retraites	*3.4.2*	26 576	22 606
Emprunts partie non courante	*4.4 & 4.5.2*	95 017	70 636
Impôts différés passif	*3.8.3*	4 673	
PASSIFS NON COURANTS		**126 266**	**93 242**
Emprunts partie courante	*4.4 & 4.5.2*	88 370	67 632
Découverts bancaires et assimilés	*4.4 & 4.5.2*	40 355	7 528
Provisions pour autres passifs	*4.6*	23 255	11 859
Dettes fournisseurs	*4.5.2*	62 597	49 450
Dettes fiscales et sociales	*4.2.3 & 4.5.2*	510 269	394 615
Dettes d'impôts exigibles	*4.5.2*	3 416	2 111
Autres dettes	*4.2.4 & 4.5.2*	51 676	45 382
PASSIFS COURANTS		**779 938**	**578 576**
TOTAL PASSIF		**1 658 151**	**1 433 327**

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés

D. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

En milliers d'euros	Capital	Titres auto-détenus	Autres réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Capitaux propres au 01.01.2023	**4 050**	**(2 412)**	**718 628**	**723**	**720 989**	**5 924**	**726 913**
Résultat net de l'exercice			72 815		72 815	2 351	**75 166**
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(0)		(0)	(1 540)	(1 540)	97	**(1 443)**
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**(0)**		**72 815**	**(1 540)**	**71 274**	**2 448**	**73 723**
Dividendes distribués			(38 860)		**(38 860)**	(571)	**(39 432)**
Opérations sur titres auto-détenus		303			**303**		**303**
Autres mouvements	(0)		67	(0)	**67**	(66)	**1**
Transactions avec les actionnaires	**(0)**	**303**	**(38 793)**	**(0)**	**(38 490)**	**(637)**	**(39 127)**
Capitaux propres au 31.12.2023	**4 050**	**(2 109)**	**752 650**	**(818)**	**753 773**	**7 736**	**761 509**
2024							
Capitaux propres au 01.01.2024	**4 050**	**(2 109)**	**752 650**	**(818)**	**753 773**	**7 736**	**761 509**
Résultat net de l'exercice			73 011		73 011	2 408	**75 420**
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0		0	5 831	5 831	(28)	**5 803**
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**0**		**73 011**	**5 831**	**78 842**	**2 381**	**81 223**
Dividendes distribués			(10 538)		**(10 538)**	(289)	**(10 827)**
Opérations sur titres auto-détenus		(39 589)			**(39 589)**		**(39 589)**
Autres mouvements [(1)]			(40 079)	0	**(40 079)**	(290)	**(40 369)**
Transactions avec les actionnaires		**(39 589)**	**(50 617)**	**0**	**(90 206)**	**(578)**	**(90 785)**
Capitaux propres au 31.12.2024	**4 050**	**(41 699)**	**775 044**	**5 013**	**742 409**	**9 538**	**751 947**
(1) Autres mouvements							
Quote-part dans les actifs nets identifiables d'OJM à la date de prise de contrôle (en juste valeur)						*19 807*	*19 807*
Acquisition subséquente de titres OJM			(58 218)		***(58 218)***	*(167)*	*(58 385)*
Rachat minoritaires OJM			19 124		***19 124***	*(19 124)*	
Coûts relatifs à l'acquisition des intérêts minoritaires			(1 780)		***(1 780)***	*(5)*	*(1 785)*
Rachat minoritaires OK Job			801		***801***	*(801)*	
Autres mouvements			(6)	*0*	***(6)***	*(0)*	*(7)*
Total des autres mouvements			***(40 079)***	***0***	***(40 079)***	***(290)***	***(40 369)***

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

E. Tableau des flux de trésorerie consolidés

En milliers d'euros	Notes	31.12.2024	31.12.2023
Résultat net de l'exercice		75 420	75 166
Elimination des charges sans effet de trésorerie			
Quote-part dans le résultat des entreprises associées		(737)	(587)
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	4.1.2	50 435	39 534
Variation des provisions		640	534
Variation de la créance de CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi)		0	187
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		(187)	456
Elimination des résultats de cession d'actifs		(90)	(1 167)
Coût de l'endettement financier net	3.7	(9 573)	(12 195)
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	3.8	33 538	33 896
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement net et impôt (A)		**149 447**	**135 825**
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (B)	4.2	3 641	8 489
Impôts versés (C)		(34 383)	(32 569)
FLUX DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE (A+B+C)		**118 705**	**111 745**
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	4.1.1	(5 763)	(1 775)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	4.1.2	(17 300)	(15 795)
Regroupement d'entreprise net de la trésorerie acquise	2.1	(163 703)	0
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles		342	1 514
Autres flux liés aux opérations d'investissements	4.4.3	23 839	(54 444)
FLUX LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS		**(162 585)**	**(70 501)**
Dividendes versés		(10 605)	(39 411)
Achat - revente d'actions propres	2.3	(39 589)	303
Incidence des acquisitions d'intérêts minoritaires (sans prise/perte de contrôle)	2.2	(60 169)	
Remboursement d'emprunts	4.4.1	(52 276)	(27 964)
Emission d'emprunts	4.4.1	25 324	7 846
Intérêts financiers versés		9 559	12 179
FLUX LIES AUX OPERATIONS FINANCIERES		**(127 757)**	**(47 047)**
Incidence de la variation des taux de change		108	706
VARIATION DE TRESORERIE		**(171 529)**	**(5 097)**
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture		**466 275**	**471 372**
Variation de trésorerie		**(171 528)**	**(5 097)**
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à la clôture		**294 746**	**466 275**

Au bilan

Trésorerie et équivalents de trésorerie		335 101	473 803
Découverts bancaires		(40 355)	(7 528)
Trésorerie nette		**294 746**	**466 275**

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Sommaire

1. Principes et méthodes comptables 7
1.1. Principes généraux et déclaration de conformité 7
1.2. Changements de normes et d'interprétations 7
1.2.1. Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables en 2024 7
1.2.2. Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables au plus tôt à partir de 2025 7
1.3. Base de préparation des comptes consolidés 7
2. Faits marquants de l'exercice 8
2.1. Prise de contrôle d'OPENJOBMETIS 8
2.2. Acquisition subséquente de titres d'OPENJOBMETIS 10
2.3. Rachat d'un bloc hors marché de 5% d'actions propres 10
2.4. Rachat des minoritaires OK JOB 10
2.5. Incertitudes géopolitiques 11
3. Résultat 11
3.1. Chiffre d'affaires 11
3.1.1. Reconnaissance du chiffre d'affaires 11
3.1.2. Informations sur les obligations de prestations restant à fournir 11
3.2. Indicateurs alternatifs de performance 11
3.3. Information sectorielle et géographique 12
3.3.1. Définition des secteurs opérationnels 12
3.3.2. Information par secteurs opérationnels 12
3.3.3. Information par zones géographiques 13
3.4. Charges de personnel 13
3.4.1. Effectifs moyens 13
3.4.2. Avantages liés au personnel 13
3.4.3. Autres avantages au personnel 15
3.5. Impacts de l'application d'IFRS 16 sur le résultat et les flux de trésorerie 15
3.6. Autres produits et charges opérationnelles 15
3.7. Résultat financier 16
3.8. Impôt sur le résultat 16
3.8.1. Charge d'impôt nette 16
3.8.2. Preuve d'impôt 17
3.8.3. Impôts différés par nature 17
3.8.4. Charge d'impôt Pilier 2 18
4. Bilan 18
4.1. Actifs non courants 18
4.1.1. Immobilisations incorporelles 18
4.1.2. Immobilisations corporelles 22
4.1.3. Actifs financiers non courants 23
4.1.4. Participations dans les entreprises associées 24
4.2. Besoin en fonds de roulement 25
4.2.1. Créances clients 26
4.2.2. Autres créances 27
4.2.3. Dettes fiscales et sociales 28
4.2.4. Autres dettes 28
4.3. Capitaux propres et périmètre de consolidation 28
4.3.1. Capital et auto-détention 28
4.3.2. Résultat par action 28
4.3.3. Dividende par action 29
4.3.4. Informations sur les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle 29
4.4. Endettement financier 29
4.4.1. Endettement financier net 29
4.4.2. Endettement financier brut 31
4.4.2.1. Nature et échéances 31
4.4.2.2. Principales lignes de dettes 32
4.4.3. Trésorerie et équivalents de trésorerie 35
4.5. Information complémentaire sur les instruments financiers 35
4.5.1. Catégories d'actifs financiers 35
4.5.2. Catégories de passifs financiers 36
4.6. Provisions pour autres passifs 36
5. Engagements hors bilan 36

5.1. Engagements hors bilan liés au financement de la société 36
5.1.1. Engagements donnés....36
5.1.2. Engagements reçus....37
5.2. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles de la société....37
5.2.1. Engagements donnés....37
5.2.2. Engagements reçus....38
6. Autres informations....38
6.1. Informations sur les parties liées 38
6.1.1. Rémunérations des mandataires sociaux....38
6.1.2. Autres parties liées 38
6.2. Honoraires des commissaires aux comptes....39
6.3. Evénements post-clôture....39
6.4. Périmètre de consolidation....40

Groupe CRIT (« La Société ») est une société anonyme de droit français cotée au compartiment C Euronext à Paris. Son siège social est situé à Paris 17ème, 6 Rue Toulouse Lautrec.
Le Groupe offre des services diversifiés dont le cœur de métier est le travail temporaire. Il propose également une gamme de services étendue dans le domaine de l'assistance aéroportuaire et des prestations en ingénierie et maintenance industrielle.
Le Groupe CRIT n'est détenu par aucune société mère publiant des comptes IFRS disponibles pour le public.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2024 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en sa séance du 25 mars 2025. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'Assemblée générale des actionnaires.

1. Principes et méthodes comptables

1.1. Principes généraux et déclaration de conformité

En application du règlement délégué (UE) n° 2019/980 de la Commission européenne du 14 mars 2019, les informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats du Groupe sont fournies pour les deux derniers exercices 2023 et 2024 et sont établies conformément au règlement (CE) n°1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales IFRS. Au 31 décembre 2024, les états financiers consolidés annuels du Groupe sont conformes aux IFRS publiées par l'IASB et adoptées par l'Union européenne [1].

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des états financiers au 31 décembre 2024 sont conformes à ceux retenus pour les états financiers au 31 décembre 2023 à l'exception des évolutions normatives reprises ci-dessous.

1.2. Changements de normes et d'interprétations

1.2.1. Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables en 2024

- Amendements à IFRS 16 - Contrats de location : Dette de location dans une transaction de cession-bail
- Amendements à IAS 1 - Présentation des états financiers : Classement des passifs en courants et non courants et dettes non courantes avec des covenants
- Amendements IAS 7 et IFRS 7 - Instruments financiers : Accords de financement des fournisseurs

Ces amendements n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

1.2.2. Normes IFRS, amendements ou interprétations applicables au plus tôt à partir de 2025

- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 : Ventes ou contributions d'actifs réalisées entre le groupe et les entités mises en équivalence
- IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers
- Amendements IFRS 9 et IFRS 7 : Modifications apportées au classement et à l'évaluation des instruments financiers
- Améliorations annuelles des normes comptables IFRS – Volume 11

Les analyses des incidences de l'application de ces normes et amendements sont en cours mais le Groupe ne s'attend pas à des impacts significatifs et n'appliquera pas ces amendements par anticipation.

1.3. Base de préparation des comptes consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe sont présentés en euros et préparés selon la convention du coût historique, à l'exception des instruments financiers qui sont comptabilisés conformément au traitement des différentes catégories d'actifs et de passifs financiers définis par la norme IFRS 9.

L'établissement des comptes consolidés conformément au référentiel IFRS nécessite la prise en compte par la Direction, d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur la valeur de certains éléments du bilan ou du compte de résultat ainsi que sur les informations données dans les notes annexes.

[1] Référentiel disponible sur le site internet de la Commission européenne http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02002R1606-20080410

Ces estimations, hypothèses et appréciations sont établies sur la base des conditions existantes à la date d'arrêté des comptes et peuvent se révéler postérieurement différentes de la réalité.

Les estimations comptables et les jugements les plus significatifs concernent les domaines suivants :
- la valorisation des engagements sociaux (note 3.4.2)
- la comptabilisation de la CVAE (contribution sur la valeur ajoutée des entreprises) en impôt sur le résultat au sens de la norme IAS 12 (note 3.8)
- la valorisation des actifs incorporels et la dépréciation d'actifs non financiers (note 4.1.1)
- l'évaluation des droits d'utilisation selon IFRS 16 (note 4.1.2).
- l'évaluation des provisions pour autres passifs consistant à estimer les dépenses nécessaires à l'extinction de l'obligation (note 4.6)
- La détermination des impôts différés et en particulier l'appréciation du caractère recouvrable des impôts différés actifs

L'analyse des facteurs de risques ne révèle pas de risques climatiques significatifs pour le Groupe. Dans l'activité de Travail temporaire (83,4% de l'activité du groupe), avec un réseau maillant un territoire et une base de clients représentative de l'économie de ce territoire dans son ensemble, l'impact du changement climatique sur le Groupe n'intervient que de façon indirecte à travers l'impact qu'il a sur ses clients. De ce fait, la diversification territoriale et géographique de ses activités lui permet de diluer l'impact du changement climatique.

2. Faits marquants de l'exercice

2.1. Prise de contrôle d'OPENJOBMETIS

Le Groupe a signé le 21 décembre 2023, sous conditions suspensives, un accord portant sur l'acquisition directe et indirecte d'une participation majoritaire dans le capital de la société OPENJOBMETIS, société de droit italien dont les actions (12 285 294 actions en circulation, 1 083 906 actions auto-détenues au 21 décembre 2023) étaient admises aux négociations sur le marché règlementé d'Euronext Milan.

Après réalisation des opérations de Due Diligence, le groupe a confirmé, le 1er février 2024, son intention d'acquérir les titres OPENJOBMETIS au prix de 16,50 € par action et a signé les 8 et 22 février 2024 les accords de cession d'une part avec les actionnaires de Plavisgas S.r.l pour l'acquisition de la société détenant 34,14% de titres d'OPENJOBMETIS et d'autre part avec les sociétés Omniafin S.p.a, M.T.I. Investimenti S.r.l., et Quaestio Capital SGR S.p.a. pour leur racheter les titres qu'ils détiennent dans OPENJOBMETIS (soit respectivement 18,45%, 5,15% et 6,91%). Des accords complémentaires ont été signés avec le management d'OPENJOBMETIS pour le rachat des actions qu'ils détenaient à titre personnel soit 0,9% des titres OPENJOBMETIS.

Ces accords restaient soumis à la levée de la dernière des conditions suspensives initialement prévues (à savoir l'approbation du gouvernement italien au titre de la règlementation dite du « Golden Power ») qui a été levée le 19 avril 2024.
Le contrôle d'OPENJOBMETIS a été obtenu le 6 mai 2024, qui constitue la date d'acquisition par l'achat de 8 767 183 actions soit 71,24% du capital (en tenant compte de 1 062 771 actions auto-détenues au 6 mai 2024).

Ce regroupement constitue une avancée majeure du groupe dans son positionnement en Europe qui devrait lui permettre de réaliser la moitié de l'activité de Travail temporaire à l'international.

Le tableau suivant présente la valeur des actifs acquis et des passifs assumés à la date d'acquisition :

En milliers d'euros	
Goodwill	97 286
Relations clients	72 620
Marque	15 444
Autres immobilisations incorporelles, corporelles et financières	32 094
Besoin en fonds de roulement	33 941
Trésorerie et équivalents de trésorerie	35 259
Emprunts parties non courante et courante	(50 490)
Découverts bancaires	(29 391)
Provisions pour retraites et autres risques	(12 971)
Impôts différés	(3 854)
Etat - impôts sur les bénéfices	(557)
Juste valeur des actifs acquis et passifs assumés	**189 381**
- Quote-part dans les actifs nets identifiables acquis évalués à la juste valeur	(19 807)
Prix d'acquisition du regroupement	**169 574**

Le montant de la trésorerie nette acquise s'élève à 5,9 M€ en ce compris 24,9 M€ de trésorerie acquise auprès de la société Plavisgas. L'impact du regroupement d'entreprise au tableau des flux de trésorerie s'élève à 163,7 M€ et correspond au prix d'acquisition (169,6 M€) nette de la trésorerie acquise (5,9 M€).

Le groupe a procédé à l'allocation de l'écart de première consolidation en reconnaissant des relations clients pour 72,6 M€, la marque OPENJOBMETIS pour 15,4 M€ et un passif éventuel de 7 M€.

Le goodwill résultant de l'allocation du prix d'acquisition s'élève à 97,3 M€.

Les relations clients ont été évaluées grâce à la méthode des surprofits. La valeur de l'actif est ainsi estimée par actualisation des surprofits qu'il permet de générer après rémunération de toutes les charges contributives d'actifs, comme celles liées au capital humain, au besoin en fonds de roulement et aux actifs corporels, au taux reflétant le niveau de risque de l'actif incorporel.

La marque a été évaluée à l'aide de la méthode des redevances qui consiste à estimer le montant des redevances théoriques qui seraient perçues par la société propriétaire de la marque en cas de licence.

Les créances acquises ont été évaluées à leur juste valeur.

Le goodwill constaté représente l'opportunité pour le groupe d'étendre sa couverture géographique à l'Italie dont le marché du Travail temporaire est le quatrième en Europe continentale. Le goodwill constaté n'est pas déductible fiscalement.

Les impôts différés sont constitués d'une part des impôts différés passifs constatés sur les relations clients et la marque acquise soit 24,6 M€ et d'autre part d'un impôt différé actif de 20,7 M€ constaté en social en 2020 dans le cadre de l'Article 110 du Décret-loi 104/2020 autorisant la réévaluation fiscale de certaines immobilisations et qui a pour conséquence de constater un actif représentatif de l'économie future d'impôt à dégager sur un total de 18 ans.

La participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (les intérêts minoritaires) a été évaluée sur la base de la quote-part dans l'actif net identifiable de la société acquise évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition (méthode du goodwill partiel).

Les relations clients et la marque sont amorties sur leur durée d'utilisation soit 15 ans à compter de la date d'acquisition.

Les honoraires des intermédiaires liés à cette acquisition ont été comptabilisés en autres charges opérationnelles pour un montant de 2,0 M€.

Le tableau suivant présente les montants des produits des activités ordinaires et des résultats de l'entreprise acquise depuis la date d'acquisition inclus dans l'état consolidé du résultat global au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros	
Chiffre d'affaires	559 167
Résultat opérationnel courant	14 459
Résultat net	9 953
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(34)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	9 920
- attribuable aux propriétaires de la société mère	9 845
- attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	74

Le tableau suivant présente les résultats du groupe comme si la date d'acquisition avait été le 1er janvier 2024 :

En milliers d'euros	
Chiffre d'affaires	3 395 326
Résultat opérationnel courant	105 463
Résultat net	78 563

2.2. Acquisition subséquente de titres d'OPENJOBMETIS

La participation dans OPENJOBMETIS a été augmentée après sa prise de contrôle par l'acquisition complémentaire de 3 539 246 titres :

- En juin 2024 via la filiale Plavisgas S.r.l qui a acquis en Bourse 2 111 036 actions d'OPENJOBMETIS (15,8 % du capital).
- Par le lancement d'une Offre Publique d'Achat obligatoire menée par la filiale Plavisgas S.r.l visant la totalité des actions OPENJOBMETIS en circulation qui a permis l'acquisition de 1 281 027 actions (9,6 % du capital) le 4 juillet 2024. Cette opération a porté la participation totale du Groupe à 98,9 % du capital et des droits de vote d'OPENJOBMETIS.
- Ayant dépassé le seuil des 95 %, le Groupe a initié, conformément aux réglementations, la procédure de retrait obligatoire aux mêmes conditions financières que l'offre initiale. En conséquence, les actions OPENJOBMETIS ont été radiées d'EURONEXT Milan à compter du 8 juillet 2024. Le solde de 147 183 actions résiduelles (1,1 % du capital) a été acquis lors de la procédure de "squeeze out" permettant au Groupe de détenir 100% du capital d'OPENJOBMETIS.

Le prix d'acquisition des intérêts minoritaires (3 539 246 actions au prix de 16,50 euros par action soit 58,4 M€) a été éliminé par imputation sur les Capitaux propres – Part du Groupe et la quote-part des minoritaires acquis par le groupe soit 19,1 M€ reclassée en Capitaux propres – Part du Groupe.

Les coûts relatifs à l'acquisition des intérêts minoritaires ont été constatés en moins des capitaux propres pour un montant de 1,8 M€ et viennent augmenter l'incidence des acquisitions d'intérêts minoritaires au tableau des flux de trésorerie soit 60,2 M€.

2.3. Rachat d'un bloc hors marché de 5% d'actions propres

Dans le cadre de son programme de rachat d'actions, la société Groupe Crit a procédé le 25 janvier 2024 à l'acquisition hors marché d'un bloc de 562 500 de ses propres actions (soit 5% de son capital social) détenues par la société EXIMIUM au prix de 70 euros par action soit un montant total de 39,4 M€.
Au 31 décembre 2024, la société Groupe Crit détenait 713 711 actions propres (soit 6,3% de son capital social).

Cette transaction, autorisée par le Conseil d'Administration, a été entièrement financée sur la trésorerie disponible de Groupe CRIT. Ce rachat a été comptabilisé directement en capitaux propres sans impact sur le résultat.

Les actions acquises sont destinées à être conservées en vue de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe et/ou à être attribuées dans le cadre de la couverture de plans d'actionnariat salarié, conformément à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 juin 2023 dans sa 13ème résolution.

2.4. Rachat des minoritaires OK JOB

Selon l'avenant à la convention d'actionnaires signé le 28 juin 2023, le groupe a procédé au rachat du solde des actions (20%) d'OK Job le 31 mars 2024.

La dette financière de 5,8 MCHF constatée à ce titre au 31 décembre 2023 selon les dispositions d'IFRS 10 a été réglée et les intérêts minoritaires acquis par le Groupe reclassés dans les Capitaux propres – Part du Groupe pour 0,8 M€.

2.5. Incertitudes géopolitiques

Si les développements géopolitiques en Europe de l'Est et au Proche-Orient n'ont pas d'impact direct sur les activités du Groupe, celui-ci n'y étant pas implanté, les répercussions de ces conflits sont importantes au travers de l'évolution de l'inflation, des taux d'intérêt et du coût des matières premières et de l'énergie.

Sur l'activité de Travail temporaire, celle-ci étant représentative de l'économie française dans son ensemble et lui étant intimement corrélée, l'impact des évènements en Ukraine est comparable à son impact sur l'ensemble de l'économie française modulo le risque propre à l'activité.

Sur l'activité aéroportuaire, l'impact est principalement lié à l'élasticité prix de la demande sur les longs courriers à destination de l'Asie dont le coût est fortement impacté par le déroutement des avions et le renchérissement du kérosène. Cet impact est néanmoins limité par le fait que ces destinations ne pèsent que peu dans le mix de l'activité.

Le Groupe reste vigilant sur l'évolution du contexte géopolitique, macroéconomique ainsi que sur les discussions en cours relatives aux évolutions potentielles des droits de douane sans toutefois être en mesure d'évaluer précisément les conséquences à moyen terme de ces instabilités régionales et de ces incertitudes politiques sur ses activités.

3. Résultat

3.1. Chiffre d'affaires

3.1.1. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est reconnu en continu lorsque le Groupe remplit son obligation de performance, ce qui correspond au moment où le service est rendu au client, pour un montant qui reflète la contrepartie attendue en échange du service rendu. Le chiffre d'affaires est reconnu net de taxes.

Le Travail temporaire représente la majorité de l'activité du Groupe CRIT. Concernant cette activité, les contrats conclus avec les clients sont peu complexes et ne comprennent qu'une seule obligation de performance qui est le service de mise à disposition temporaire d'un salarié.
Il en va de même pour l'activité aéroportuaire dont les contrats comprennent une seule obligation de performance qui consiste à délivrer un service d'assistance aux passagers et/ou d'assistance aux aéronefs au sol.

3.1.2. Informations sur les obligations de prestations restant à fournir

Le Groupe CRIT ne fournit pas cette information car il applique la mesure de simplification prévue par la norme. En effet, les deux activités principales du Groupe (mise à disposition de personnel intérimaire et services aéroportuaires) remplissent l'une des deux conditions prévues, à savoir :

- l'obligation de prestation est relative à un contrat dont la durée initiale attendue ne dépasse pas un an,
- le chiffre d'affaires est comptabilisé à hauteur des prestations rendues.

Pour les autres activités du Groupe notamment d'ingénierie, les montants sont non significatifs.

3.2. Indicateurs alternatifs de performance

Dans le cadre de son reporting interne et de sa communication financière, le Groupe utilise comme indicateurs financiers non définis par les normes IFRS :
- l'EBITDA qui correspond au résultat opérationnel courant avant prise en compte des dotations nettes aux amortissements,
- la croissance organique du chiffre d'affaires qui représente la croissance à taux de change et périmètre constants.

L'impact de change est calculé en appliquant aux chiffres d'affaires en devises de l'année courante les taux de conversion de l'année antérieure.
Les impacts de périmètre sont calculés en retraitant le chiffre d'affaires :

- d'une part de la contribution des entités acquises dans l'année et de celle des entités acquises l'exercice précédent jusqu'à la date anniversaire de l'acquisition,
- d'autre part, pour les entités cédées dans l'année, de la contribution de chiffre d'affaires des mois de l'exercice antérieur pour lesquels les entités ne sont plus consolidées en N et pour les entités cédées en N-1 de la contribution de chiffre d'affaires de l'exercice antérieur jusqu'à la date de cession,

- la croissance organique CJO (corrigée des jours ouvrés) du chiffre d'affaires qui correspond à la croissance organique à nombre de jours ouvrés constants,

- l'endettement financier net dont la définition est donnée en note 4.4.1.

A côté du résultat opérationnel, qui représente l'ensemble des produits et des charges ne résultant pas des activités de financement, des entreprises associées et de l'impôt sur le résultat, le Groupe présente :
- un résultat opérationnel courant qui correspond au résultat opérationnel avant prise en compte des éléments non récurrents,
- après le résultat opérationnel, la quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence (MEE) qui ont une nature opérationnelle dans le prolongement de l'activité du groupe,
- et un résultat opérationnel après quote-part de résultat net des entreprises MEE.

3.3. Information sectorielle et géographique

3.3.1. Définition des secteurs opérationnels

Le Groupe CRIT intervient dans trois métiers :
- Le Travail temporaire et le recrutement constituent son cœur de métier. Le Groupe est un acteur global en ressources humaines grâce à son offre étendue de services,
- L'Assistance aéroportuaire inclut tous les services à effectuer sur un avion entre son atterrissage et son décollage, notamment l'assistance aux passagers et aux avions,
- Les Autres services regroupent les services en ingénierie et en maintenance industrielle ainsi que les activités diverses (gestion dématérialisée RH, prestations d'accueil, négoce…).

Ces différents types de prestations de services aux entreprises ont chacun leur marché et type de clientèle, leur méthode de distribution et leur environnement règlementaire. Ils constituent la base de l'organisation du reporting interne.

Le principal décideur opérationnel est la Présidente Directrice Générale de Groupe Crit assistée d'une part des directeurs des fonctions centrales du groupe et d'autre part des directeurs des secteurs concernés. Elle évalue la performance des secteurs opérationnels et leur alloue les ressources nécessaires en fonction des besoins et des indicateurs de performance (chiffre d'affaires, EBITDA …).

Sur ces bases, les secteurs opérationnels suivis par le management sont les suivants :
- Le Travail temporaire et recrutement
- L'Assistance aéroportuaire
- Les Autres services.

3.3.2. Information par secteurs opérationnels

En milliers d'euros	Travail temporaire et recrutement	Assistance aéroportuaire	Autres services	Inter-secteurs	Non affecté	Total
Chiffre d'affaires						
31.12.2024	2 604 816	422 769	130 381	(33 951)		3 124 015
31.12.2023	2 059 931	385 840	118 268	(27 943)		2 536 096
EBITDA						
31.12.2024	100 922	39 768	8 371			149 062
31.12.2023	90 189	37 875	8 396	(0)		136 460
Résultat opérationnel courant						
31.12.2024	75 032	20 330	3 265			98 627
31.12.2023	74 239	18 989	3 697	(0)		96 926
Données bilancielles						
Actifs au 31.12.2024	936 943	176 564	204 662		339 981	1 658 151
dont Créances clients nettes	*551 569*	*62 179*	*31 431*			*645 179*
Passifs au 31.12.2024	399 621	101 873	172 879		231 831	906 204
Actifs au 31.12.2023	598 438	164 783	194 229		475 877	1 433 327
dont Créances clients nettes	*403 078*	*60 516*	*34 615*			498 210
Passifs au 31.12.2023	338 086	94 078	91 748		147 907	671 818

Les actifs et passifs non affectés correspondent aux actifs et passifs relatifs au financement et à l'impôt sur le résultat.

3.3.3. Information par zones géographiques

En milliers d'euros	France	Italie	Etats-Unis	Royaume-Uni	Espagne/ Portugal	Suisse	Afrique	Autres	Total
Chiffre d'affaires									
31.12.2024	1 890 716	559 167	231 442	73 666	141 377	130 134	67 665	29 848	3 124 015
31.12.2023	1 855 896	0	253 610	64 598	137 311	136 568	63 486	24 627	2 536 096
Actifs non courants									
31.12.2024	265 916	208 689	84 168	6 894	2 480	19 203	10 839	9 341	607 530
31.12.2023	288 679	0	78 323	6 024	2 218	20 510	9 899	8 109	413 762

3.4. Charges de personnel

Les charges de personnel sont constituées des éléments suivants :

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Salaires et traitements	(2 113 211)	(1 730 470)
Charges sociales et fiscales	(613 367)	(449 319)
TOTAL	**(2 726 577)**	**(2 179 789)**

3.4.1. Effectifs moyens

La répartition par métier de l'effectif moyen du Groupe pour les sociétés intégrées globalement à la clôture est la suivante :

Effectif moyen du Groupe	31.12.2024	31.12.2023
Salariés permanents		
Travail temporaire	4 713	2 683
Assistance aéroportuaire	5 231	4 684
Autres	1 500	1 263
TOTAL	**11 444**	**8 629**
Salariés intérimaires détachés en mission par le Groupe	62 106	47 976
TOTAL GENERAL	**73 550**	**56 606**

La moyenne de l'effectif permanent (Contrats à durée indéterminée et déterminée) correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque mois de l'année civile.
Les effectifs intérimaires sont fournis en « Equivalents temps plein ».
L'augmentation des effectifs permanents est notamment liée à l'intégration d'OPENJOBMETIS dont l'effectif moyen 2024 est de 852 salariés.

3.4.2. Avantages liés au personnel

Différents régimes de retraites à cotisations définies et à prestations définies sont accordés aux salariés du Groupe.

Régimes à cotisations définies
Les régimes à cotisations définies sont caractérisés par des versements libérant l'employeur de toute obligation ultérieure à des organismes indépendants. Ces derniers se chargent de verser au salarié les montants qui lui sont dus. Ils sont déterminés à partir des cotisations versées majorées du rendement de leur placement. Les paiements effectués par le Groupe sont constatés dans le compte de résultat en charge de la période à laquelle ils se rapportent. Aucune obligation supplémentaire n'existe et aucun passif ne figure dans les comptes du Groupe.

Le montant versé au titre des régimes à cotisations définies (part patronale) s'élève pour l'ensemble des salariés (permanents et intérimaires) sur l'exercice 2024 à 306,9 M€ (dont 116,9 M€ pour les filiales italiennes) contre 186 M€ en 2023.

Régimes à prestations définies
Ces derniers concernent exclusivement les indemnités de départ à la retraite et des médailles du travail prévues par les conventions collectives et les accords d'entreprise en France et en Afrique dans l'Assistance Aéroportuaire, aucun autre avantage social à long terme ou postérieur à l'emploi n'ayant été octroyé aux salariés.

L'engagement lié à ces régimes fait l'objet d'une évaluation annuelle par un actuaire indépendant selon la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, chaque période d'emploi confère une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Ces estimations tiennent compte notamment d'hypothèses d'espérance de vie, de rotation des effectifs, d'évolution des salaires et d'une actualisation des sommes à verser.

Les principales hypothèses actuarielles retenues en 2024 pour évaluer la valeur totale de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

- départ volontaire à l'initiative du salarié dès l'atteinte du taux plein de la Sécurité Sociale
- âge de départ à la retraite fixé individu par individu, en fonction du nombre de trimestres requis pour une retraite à taux plein de la Sécurité Sociale, comptés à partir de la date de début d'activité professionnelle
- taux de turnover individualisé par secteur d'activité
- table de mortalité INSEE 2020-2022 sexe masculin et sexe féminin pour les sociétés françaises et PM-PF 60-64 pour les filiales africaines
- taux de revalorisation des salaires détaillé ci-dessous
- taux d'actualisation utilisé fixé par référence au taux iBoxx Corporate AA 10+ à la date de clôture, taux de rendement des obligations du secteur privé de grande qualité en euros de 10 ans et plus. Cette maturité avoisine la durée résiduelle d'activité des salariés du Groupe.

	2024	2023
Taux de revalorisation des salaires		
Travail temporaire et recrutement	2,0%	2,0%
Assistance aéroportuaire France	2,0%	2,0%
Assistance aéroportuaire Congo	4,5%	4,5%
Assistance aéroportuaire Afrique autres	3,0%	3,0%
Autres services	2,0%	2,0%
Taux d'actualisation	**3,25%**	**3,20%**

En l'absence d'actifs couvrant les engagements, la provision comptabilisée est égale à la valeur actuelle de l'engagement.

La provision au bilan a évolué de la manière suivante au cours des deux exercices présentés :

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Obligation au début de la période	**22 606**	**22 977**
Coût des services rendus au cours de la période	2 072	2 039
Charge d'intérêts	735	679
Cotisations de l'employeur	(670)	(1 277)
Réductions / Cessations	(418)	(282)
Coût des services passés	(820)	(866)
Impact résultat de l'exercice	**897**	**293**
Ecarts actuariels découlant de changements d'hypothèses démographiques	1 524	(904)
Ecarts actuariels découlant de changements d'hypothèses financières	0	(63)
Ecarts actuariels liés à l'expérience	227	302
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**1 751**	**(664)**
Effets des regroupements et des cessions d'entreprise	**1 322**	**0**
Obligation à la fin de la période	**26 576**	**22 606**
Dont France	23 432	21 027
Dont Italie	1 365	0
Dont Afrique	1 779	1 579

Les principales sensibilités du calcul de cet engagement social aux hypothèses fixées sont les suivantes :

- avec un taux d'actualisation de 2,75 %, l'engagement serait de 28,1 M€ contre 25,2 M€ à 3,75%,
- une baisse du taux de turnover de 1% ferait passer l'engagement à 29,9 M€,
- tandis qu'avec une augmentation du taux de revalorisation des salaires de 1%, il s'élèverait à 29,8 M€.

Les cotisations suivantes sont attendues au cours des prochains exercices :

En milliers d'euros	2024	2023
N+1	712	853
N+2 à N+5	2 771	2 373
N+6 à N+10	6 370	5 543
Total cotisations attendues de N+1 à N+10	**9 853**	**8 769**

3.4.3. Autres avantages au personnel

Les autres avantages du personnel sont non significatifs. Aucun plan de rémunération fondé sur des actions n'est notamment mis en place par le Groupe.

3.5. Impacts de l'application d'IFRS 16 sur le résultat et les flux de trésorerie

	En milliers d'euros	Année 2023				Année 2024			
		Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	**Total**	Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	**Total**
Compte de résultat	Annulation des loyers (Impact sur EBITDA)	23 245	2 856	2 023	**28 123**	28 229	1 908	3 299	**33 435**
	Dotations aux amortissements	(19 741)	(3 220)	(2 009)	**(24 971)**	(23 312)	(2 331)	(3 529)	**(29 172)**
	Sortie anticipée des contrats	792	0	0	**792**	155	0	0	**155**
	Impact sur résultat opérationnel courant	**4 295**	**(365)**	**14**	**3 944**	**5 072**	**(423)**	**(230)**	**4 419**
	Charges d'intérêt sur les passifs locatifs	(1 937)	(21)	(82)	**(2 039)**	(2 451)	(21)	(198)	**(2 670)**
	Impact sur résultat courant	**2 358**	**(385)**	**(69)**	**1 905**	**2 621**	**(443)**	**(429)**	**1 749**
	(1) Impact EBITDA par secteurs opérationnels								
	Travail Temporaire				9 530				14 461
	Aéroportuaire				12 152				11 516
	Autres				7 232				7 613
	Impact EBITDA total				**28 915**				**33 590**
Flux de trésorerie	Résultat net				1 413				1 337
	Dotations aux amortissements				24 971				29 172
	Elimination des résultats de cession d'actif				(792)				(155)
	Coût de l'endettement financier net				2 039				2 670
	Charge d'impôt				492				452
	Flux de trésorerie généré par l'activité				**28 123**				**33 475**
	Encaissements liés aux opérations d'investissements				856				155
	Flux liés aux opérations d'investissements				**856**				**155**
	Remboursement des passifs locatifs				(26 939)				(30 960)
	Intérêts financiers versés				(2 039)				(2 670)
	Flux liés aux opérations financières				**(28 979)**				**(33 630)**

3.6. Autres produits et charges opérationnelles

Les autres produits et charges opérationnels correspondent aux produits ou charges en nombre très limité, inhabituels, anormaux et peu fréquents - de montant particulièrement significatif - que le Groupe présente de manière distincte dans son compte de résultat pour faciliter la compréhension de la performance opérationnelle courante.

Les honoraires des intermédiaires liés à l'acquisition d'OPENJOBMETIS ont été comptabilisés en autres charges opérationnelles pour un montant de 2 M€.

3.7. Résultat financier

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Intérêts financiers	307	279
Autres produits financiers	16 260	15 252
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	16 567	15 531
Frais financiers sur emprunts et découverts bancaires	(2 644)	(148)
Autres charges financières	(4 350)	(3 188)
Coût de l'endettement financier brut	(6 994)	(3 336)
Coût de l'endettement financier net	**9 573**	**12 195**
Résultat de change	2 015	(646)
Résultat financier	**11 588**	**11 549**

Le résultat financier 2024 est constitué du coût de l'endettement financier net de 9,6 M€ et du résultat de change de 2 M€.
Le coût de l'endettement financier net regroupe :

- des revenus de placements de 16,6 M€
- nets du coût de l'endettement financier brut de 7 M€ dont le coût des lignes financières essentiellement italiennes (2,6 M€) et les charges d'intérêt sur les passifs locatifs (2,7 M€).

3.8. Impôt sur le résultat

Le Groupe estime que la CVAE calculée à partir de la valeur ajoutée, différence entre des produits et des charges, est un impôt sur le résultat au sens de la norme IAS 12. Cette position que le Groupe a adoptée permet de présenter des résultats cohérents avec ceux des principaux acteurs du marché de l'Intérim qui ont également opté pour ce traitement.

3.8.1. Charge d'impôt nette

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Impôt courant	(33 030)	(33 674)
Impôt différé	(508)	(223)
Charge d'impôt nette	**(33 538)**	**(33 896)**
France	(25 276)	(27 738)
Contribution en %	75,4%	81,8%
Etranger	(8 262)	(6 158)
Contribution en %	24,6%	18,2%

3.8.2. Preuve d'impôt

Le rapprochement entre l'impôt théorique ressortant du taux d'imposition moyen et le montant réel de l'impôt sur les résultats se présente comme suit :

	31.12.2024		31.12.2023	
	Montant	***%***	**Montant**	***%***
Résultat avant impôt	108 958		109 062	
Quote-part de résultat des SME et dépréciation goodwill	(737)		(587)	
Résultat avant impôt et quote-part de résultat des SME	**108 221**		**108 475**	
Taux d'impôt en France	25,8%	*25,8%*	25,8%	*25,8%*
Impôt théorique	**27 948**	***25,8%***	**28 014**	***25,8%***
Incidences :				
. CVAE nette d'impôt	3 576	*3,3%*	4 681	*4,3%*
. Utilisation des pertes fiscales non reconnues ou exonération	(126)	*(0,1%)*	(397)	*(0,4%)*
. Autres différences permanentes	3 408	*3,1%*	759	*0,7%*
. Crédits d'impôts	(408)	*(0,4%)*	(290)	*(0,3%)*
. Retenue à la source	158	*0,1%*	205	*0,2%*
. Pertes fiscales non reconnues	94	*0,1%*	411	*0,4%*
. Différentiel de taux des pays étrangers	(956)	*(0,9%)*	1 044	*1,0%*
. Autres	(156)	*(0,1%)*	(531)	*(0,5%)*
Total des incidences	**5 590**	*5,2%*	**5 882**	*5,4%*
Charge d'impôt du groupe [(1)]	**33 538**	***31,0%***	**33 896**	***31,2%***
Taux apparent	**31,0%**		**31,2%**	
(1) Dont CVAE	***4 821***		***6 311***	

3.8.3. Impôts différés par nature

Les impôts différés sont déterminés à l'aide des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture et dont il est prévu qu'ils s'appliqueront lorsque l'actif d'impôt différé concerné sera réalisé ou le passif d'impôt différé réglé.
Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que s'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de la période durant laquelle les actifs deviennent ou restent récupérables.
La variation nette des impôts différés durant l'exercice, avant compensation par entité fiscale est détaillée ci-après :

En milliers d'euros	Impôts différés actifs sur engagements sociaux	Impôts différés passifs sur contrats de location	Impôts différés passifs sur swap	Impôts différés passif sur réévaluation des actifs incorporels OJM	Impôts différés actif sur économie fiscale future OJM	Impôts différés sur autres décalages temporaires	Total
Valeur brute au 1er janvier 2023	**5 536**	**(5 088)**	**(135)**			**365**	**678**
Ecart de conversion						(5)	(5)
Impact sur le résultat	79	(493)				191	(223)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	(135)		75				(60)
Valeur à la clôture de l'exercice 2023	**5 480**	**(5 581)**	**(60)**			**551**	**390**
Valeur brute au 1er janvier 2024	5 480	(5 581)	(60)			551	390
Ecart de conversion						(72)	(72)
Entrée de périmètre				(24 570)	20 715	0	(3 854)
Impact sur le résultat	184	(363)		1 092	(442)	(978)	(508)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	439		40				479
Valeur à la clôture de l'exercice 2024	**6 103**	**(5 944)**	**(20)**	**(23 478)**	**20 273**	**(500)**	**(3 566)**
Impôt différé actif après compensation							1 107
Impôt différé passif après compensation							(4 673)

Les impôts différés ont été compensés par juridiction fiscale conformément à IAS 12.

L'entrée de périmètre est relative à l'intégration d'OPENJOBMETIS et correspond :

- aux impôts différés passifs constatés sur les relations clients et la marque acquise soit 24,6 M€
- net d'un impôt différé actif de 20,7 M€ constaté en social en 2020 dans le cadre de l'Article 110 du Décret-loi 104/2020 autorisant la réévaluation fiscale de certaines immobilisations et qui a pour conséquence de constater un actif représentatif de l'économie future d'impôt à dégager sur un total de 18 ans.

Le montant des reports déficitaires non activés s'élève à la clôture à 7,2 M€ contre 7,8 M€ au 31 décembre 2023.

3.8.4. Charge d'impôt Pilier 2

Les conséquences de la règlementation Pilier II ont été prises en compte dans le calcul de la charge d'impôt de l'année et n'ont pas d'incidence significative.

4. Bilan

4.1. Actifs non courants

4.1.1. Immobilisations incorporelles

A l'occasion de la première consolidation des filiales du Groupe, il est procédé dans un délai n'excédant pas un an à l'évaluation de la quote-part du Groupe dans l'ensemble des actifs et passifs acquis identifiables. L'écart entre cette quote-part acquise et le coût d'acquisition constitue le goodwill.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les éléments suivants :

- les relations clients, les marques, les accords de non-concurrence acquis dans le cadre des regroupements d'entreprise,
- les logiciels achetés ou développés en interne,
- les droits au bail.

Les relations clients, marques et accords de non-concurrence acquis dans le cadre des regroupements d'entreprise sont comptabilisées à leur juste valeur déterminée à la date d'acquisition. Ces éléments sont éventuellement ajustés dans les douze mois suivant l'acquisition.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations. Les principales durées d'utilisation estimées retenues sont les suivantes :

Nature	Durée d'utilisation estimée
Relations clients	5 à 15 ans
Marques à durée vie définie	8 à 15 ans
Accords de non-concurrence	3 à 5 ans
Logiciels	1 à 5 ans

		Ouverture	Entrée de périmètre	Acquisitions	Dotations	Ecart de conversion	Autres	Clôture	Durée résiduelle
2023	**Goodwill**	**181 466**	**0**	**0**	**0**	**(2 269)**	**(12 437)**	**166 759**	**-**
	Marques à durée de vie indéfini	10 032			0	(349)		**9 683**	**-**
	Marques à durée de vie définie	578			(300)	(14)		**264**	**0,9 ans**
	Relations clients	2 893			(3 978)	(69)	12 437	**11 283**	**3,6 ans**
	Autres incorporels acquis	**13 503**	**0**	**0**	**(4 279)**	**(431)**	**12 437**	**21 230**	
	Logiciels	912	0	1 138	(261)	(7)	52	1 834	
	Autres	417	0	637	(533)	11	(52)	481	
	Total immobilisations incorporelles	**196 298**	**0**	**1 775**	**(5 073)**	**(2 697)**	**0**	**190 303**	
2024	**Goodwill**	**166 759**	**97 286**	**0**	**0**	**4 007**	**0**	**268 052**	**-**
	Marques à durée de vie indéfini	9 683			0	616		**10 299**	**-**
	Marques à durée de vie définie	264	15 444		(946)	6		**14 768**	**14,3 ans**
	Relations clients	11 283	72 620		(7 016)	30	0	**76 917**	**13,2 ans**
	Autres incorporels acquis	**21 230**	**88 064**	**0**	**(7 962)**	**652**	**0**	**101 984**	
	Logiciels	1 834	245	3 313	(1 574)	114	893	4 823	
	Autres	481	1 021	2 451	(143)	(27)	(948)	2 834	
	Total immobilisations incorporelles	**190 303**	**186 615**	**5 763**	**(9 679)**	**4 746**	**(56)**	**377 693**	

Les UGT du Groupe sont déterminées sur la base des secteurs opérationnels : Travail temporaire et recrutement, Assistance aéroportuaire et Autres services. Compte tenu de l'internationalisation du secteur du Travail temporaire et recrutement, le Groupe a identifié au sein de cette activité, cinq UGT distinctes par zones géographiques :

- UGT Travail temporaire et recrutement France et autres pays,
- UGT Travail temporaire et recrutement Italie,
- UGT Travail temporaire et recrutement Etats-Unis,
- UGT Travail temporaire et recrutement Espagne,
- UGT Travail temporaire et recrutement Suisse.

La valeur des goodwill par UGT est la suivante :

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Travail temporaire et recrutement	**264 258**	**162 963**
France et autres	91 911	91 911
Italie	97 286	0
Etats-Unis	67 029	63 020
Suisse	8 032	8 032
Assistance aéroportuaire	**3 794**	**3 797**
TOTAL	**268 052**	**166 759**

La hausse du goodwill par rapport au 31 décembre 2023 est due à la constatation du goodwill sur l'acquisition d'OPENJOBMETIS (97,3 M€) et l'écart de conversion sur les goodwill des entités américaines (4,0 M€).
Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur internes ou externes, passés en revue à chaque clôture. Ce test est effectué au minimum une fois par an pour les goodwill, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et celles non encore mises en service.

Afin de tester leur valeur, les actifs auxquels il est impossible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'Unité Génératrice de Trésorerie, UGT, à laquelle ils appartiennent.

La valeur d'utilité de l'UGT est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés selon les principes suivants :

- les flux de trésorerie sont issus de plans d'affaires à 5 ans élaborés par le management de l'entité concernée,
- le taux d'actualisation est déterminé sur la base d'un coût moyen pondéré du capital utilisé prenant en compte un ratio d'endettement cible, un coût de la dette financière pour le Groupe, un taux sans risque, une prime de risque action et un bêta sur la base des données historiques,
- la valeur terminale est calculée par actualisation des flux de trésorerie futurs qui intègrent une rente perpétuelle calculée sur le flux de la dernière année et avec une croissance dont le montant diffère selon les UGT. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère l'UGT concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

La valeur recouvrable ainsi déterminée à partir de la valeur d'utilité de l'UGT est ensuite comparée à la valeur comptable de l'UGT. Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si la valeur comptable s'avère supérieure à la valeur recouvrable de l'UGT, et est imputée en priorité aux goodwill.

Les pertes de valeur peuvent en cas de modification de ces estimations être reprises, à l'exception de celles concernant les goodwill qui sont irréversibles.

Les hypothèses retenues pour le taux d'actualisation et de croissance perpétuelle sont les suivantes :

	31.12.2024	31.12.2023
Taux d'actualisation		
Travail temporaire et recrutement France et autres	8,9%	8,5%
Travail temporaire et recrutement Italie	8,1%	
Travail temporaire et recrutement Etats-Unis	9,3%	9,2%
Travail temporaire et recrutement Suisse	6,3%	8,5%
Assistance aéroportuaire	8,9%	8,5%
Taux de croissance perpétuelle	**2,0%**	**2,0%**

Comme précisé dans la note 1.3, l'importance et la probabilité d'occurrence des risques liés au changement climatique n'ont pas conduit à identifier d'impact significatif susceptible de nécessiter une dépréciation des actifs des UGT du Groupe.

Les marques à durée de vie indéfinie concernent uniquement la marque PeopleLink (10,7 MUSD) rattachée à l'UGT Travail temporaire et recrutement Etats-Unis. La valeur de cette marque ne générant pas de cash-flow indépendant est testée pour dépréciation au niveau de l'UGT à laquelle elle se rapporte par intégration de sa valeur dans les actifs incorporels de l'UGT. Par ailleurs, aucune modification des conditions d'exploitation pouvant justifier que sa durée d'utilité devienne finie, n'existe à la clôture.

Les autres incorporels acquis sont amortis sur leur durée d'utilité.

Goodwill Travail temporaire et recrutement France et autres (Goodwill de 91,9 M€ ; EBITDA de 63,7 M€ en 2024 et 67,7 M€ en 2023)

Hypothèses de calcul
Pour l'UGT Travail temporaire et recrutement France et autres, le plan d'affaires retenu par le management pour le test d'impairment repose sur les hypothèses d'activité (CA) et de rentabilité (EBITDA) adoptées dans le cadre du process budgétaire. Le taux de croissance perpétuelle retenu dans la rente est de 2%.

Résultat du test
Ces travaux concluent à l'absence de nécessité de dépréciation du goodwill de l'UGT Travail temporaire France.

Sensibilité du test
L'utilisation d'un taux d'actualisation majoré de deux points ou un taux de croissance perpétuelle ramené à 0% au lieu de 2% ne déclencheraient pas de dépréciation.

Aucune variation raisonnablement envisageable simulée par le management des hypothèses opérationnelles ne déclencherait de dépréciation du goodwill du Travail temporaire et recrutement France et autres.

Goodwill Travail temporaire et recrutement Italie (Goodwill de 97,3 M€ ; EBITDA de 22,8 M€ depuis l'acquisition)

Hypothèses de calcul
Pour l'UGT Travail temporaire et recrutement Italie, le plan d'affaires retenu par le management pour le test d'impairment repose sur les hypothèses d'activité (CA) et de rentabilité (EBITDA) adoptées dans le cadre du process budgétaire. Le taux de croissance perpétuelle retenu dans la rente est de 2%.

Résultat du test
Ces travaux concluent à l'absence de nécessité de dépréciation du goodwill de l'UGT Travail temporaire Italie.

Sensibilité du test
L'utilisation d'un taux d'actualisation majoré de deux points ou un taux de croissance perpétuelle ramené à 0% au lieu de 2% ne déclencheraient pas de dépréciation.

Aucune variation raisonnablement envisageable simulée par le management des hypothèses opérationnelles ne déclencherait de dépréciation du goodwill du Travail temporaire et recrutement Italie.

Goodwill Travail temporaire et recrutement Etats-Unis (Goodwill de 67 M€ ; EBITDA de 6,5 M€ en 2024 et 13,6 M€ en 2023)

Hypothèses de calcul
Pour l'UGT Travail temporaire et recrutement Etats-Unis, le plan d'affaires retenu par le management pour le test d'impairment repose sur les hypothèses d'activité (CA) et de rentabilité (EBITDA) adoptées dans le cadre du process budgétaire. Le taux de croissance perpétuelle retenu dans la rente est de 2%.

Résultat du test
Ces travaux concluent à l'absence de nécessité de dépréciation du goodwill de l'UGT Travail temporaire Etats-Unis.

Sensibilité du test
L'utilisation d'un taux d'actualisation majoré de deux points ou un taux de croissance perpétuelle ramené à 0% au lieu de 2% ne déclencheraient pas de dépréciation.

Une baisse du chiffre d'affaires de 20% ou une baisse de la marge d'EBITDA de 200 BP par rapport aux hypothèses du plan et perdurant sur la durée du plan d'affaires (hors valeur terminale pour la marge) pourrait aboutir à ce que la valeur recouvrable de l'UGT soit égale à sa valeur comptable.

Goodwill Travail temporaire et recrutement Suisse (Goodwill de 8 M€ ; EBITDA de 3,3 M€ en 2024 et 4,8 M€ en 2023)

Hypothèses de calcul
Pour l'UGT Travail temporaire et recrutement Suisse, le plan d'affaires retenu par le management pour le test d'impairment repose sur les hypothèses d'activité (CA) et de rentabilité (EBITDA) adoptées dans le cadre du process budgétaire. Le taux de croissance perpétuelle retenu dans la rente est de 2%.

Résultat du test
Ces travaux concluent à l'absence de nécessité de dépréciation du goodwill de l'UGT Travail temporaire Suisse.

Sensibilité du test
L'utilisation d'un taux d'actualisation majoré de deux points ou un taux de croissance perpétuelle ramené à 0% au lieu de 2% ne déclencheraient pas de dépréciation.

Aucune variation raisonnablement envisageable simulée par le management des hypothèses opérationnelles ne déclencherait de dépréciation du goodwill du Travail temporaire et recrutement Suisse.

Goodwill UGT Assistance aéroportuaire (Goodwill de 3,8 M€ ; EBITDA de 39,8 M€ en 2024 et 37,9 M€ en 2023)

Hypothèses de calcul
Pour l'UGT Assistance aéroportuaire, le plan d'affaires retenu par le management pour le test d'impairment repose sur les hypothèses d'activité (CA) et de rentabilité (EBITDA) adoptées dans le cadre du process budgétaire. Le taux de croissance perpétuelle retenu dans la rente est de 2%.

Résultat du test
Ces travaux n'ont pas mis en évidence la nécessité de déprécier le goodwill de l'UGT Assistance aéroportuaire.

Sensibilité du test
L'utilisation d'un taux d'actualisation majoré de deux points ou un taux de croissance perpétuelle ramené à 0% au lieu de 2% ne déclencheraient pas de dépréciation.

Aucune variation raisonnablement envisageable simulée par le management des hypothèses opérationnelles ne déclencherait de dépréciation du goodwill Assistance aéroportuaire.

4.1.2. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », le Groupe a choisi le principe de l'évaluation des immobilisations corporelles selon la méthode du coût historique amorti.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations. Les principales durées d'utilisation estimées retenues sont les suivantes :

Nature	Durée d'utilisation estimée
Constructions	40 ans
Agencements et aménagements	3 à 10 ans
Installations techniques, matériel et outillage	5 à 10 ans
Matériel informatique et de bureau	3 à 5 ans
Matériel de transport	4 à 5 ans

Les terrains ne sont pas amortis.

	Année 2023					Année 2024				
	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	**Total**	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	**Total**
Au 1er janvier										
Valeur brute comptable	1 044	186 945	120 841	59 059	**367 890**	1 044	205 182	128 925	70 883	**406 034**
Amortissements et dépréciations	0	(73 647)	(98 061)	(44 711)	**(216 418)**	0	(91 915)	(104 130)	(50 701)	**(246 746)**
Valeur nette comptable au 1er janvier	**1 044**	**113 298**	**22 780**	**14 349**	**151 472**	**1 044**	**113 267**	**24 795**	**20 181**	**159 288**
Variation de l'année	**0**	**(31)**	**2 015**	**5 833**	**7 816**	**0**	**9 570**	**4 347**	**4 069**	**17 986**
Variation de périmètre	0	1 857	0	83	**1 940**	0	16 939	227	2 964	**20 130**
Acquisitions	0	18 571	9 544	12 566	**40 681**	0	16 235	11 531	10 290	**38 056**
Cession	0	0	(269)	(77)	**(346)**	0	(10)	11	(172)	**(171)**
Différences de conversion	0	(90)	106	(12)	**3**	0	345	313	80	**738**
Reclassements	0	0	136	(136)	**(0)**	0	0	46	(58)	**(12)**
Dotations aux amortissements	0	(20 369)	(7 502)	(6 591)	**(34 462)**	0	(23 940)	(7 781)	(9 035)	**(40 756)**
Valeur brute comptable	1 044	205 182	128 925	70 883	**406 034**	1 044	248 332	140 684	87 209	**477 269**
Amortissements et dépréciations	0	(91 915)	(104 130)	(50 701)	**(246 746)**	0	(125 495)	(111 541)	(62 959)	**(299 995)**
Valeur nette comptable au 31 décembre	**1 044**	**113 267**	**24 795**	**20 181**	**159 288**	**1 044**	**122 837**	**29 143**	**24 250**	**177 274**
Répartition par secteur										
Travail Temporaire	0	24 988	24	11 515	**36 527**	0	40 028	240	14 308	**54 576**
Aéroportuaire	406	42 204	24 178	6 386	**73 174**	406	37 003	28 226	6 558	**72 194**
Autres	637	46 076	593	2 280	**49 586**	637	45 806	677	3 385	**50 504**
Total	**1 044**	**113 267**	**24 795**	**20 181**	**159 288**	**1 044**	**122 837**	**29 143**	**24 250**	**177 274**
Droits d'utilisation	439	102 888	5 143	6 242	**114 712**	439	112 021	2 812	7 386	**122 659**
Autres	605	10 379	19 652	13 940	**44 576**	605	10 815	26 331	16 864	**54 615**
Biens hypothéqués	406	348			**754**	406	315			**721**

Le total des acquisitions de l'exercice s'élève à 38,1 M€ dont 20,8 M€ de droits d'utilisation (principalement relatifs aux actifs immobiliers pour 16,1 M€) ainsi que du matériel Aéroportuaire pour 11,1 M€.

Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles

En milliers d'euros	**31.12.2024**	**31.12.2023**
Dotations sur immobilisations incorporelles	(9 679)	(5 073)
Dotations sur immobilisations corporelles	(40 756)	(34 462)
Total des dotations aux amortissements	**(50 435)**	**(39 534)**
Dotations relatives à l'application d'IFRS 16	(29 172)	(24 971)
Dotations sur incorporels acquis	(7 962)	(4 279)
Autres dotations	(13 301)	(10 285)
Total des dotations aux amortissements	(50 435)	(39 534)

Impact de l'application d'IFRS 16 sur les immobilisations corporelles

	En milliers d'euros	Année 2023					Année 2024				
		Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	**Total**	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériels & outillages	Autres	**Total**
Bilan	**Droits d'utilisation (Immobilisations corporelles)**										
	Au 1er janvier										
	Valeur brute comptable	439	171 683	55 706	11 026	**238 854**	439	190 020	54 816	17 453	**262 728**
	Amortissements et dépréciations	0	(69 434)	(47 279)	(9 206)	**(125 920)**	0	(87 132)	(49 673)	(11 211)	**(148 016)**
	Valeur nette comptable au 1er janvier	**439**	**102 248**	**8 428**	**1 819**	**112 934**	**439**	**102 888**	**5 143**	**6 242**	**114 712**
	Variation de l'année	**0**	**640**	**(3 285)**	**4 422**	**1 778**	**0**	**9 133**	**(2 331)**	**1 144**	**7 946**
	Variation de périmètre	0	1 857	0	83	**1 940**	0	16 129	0	0	**16 129**
	Nouveaux contrats de location	0	18 543	0	6 344	**24 886**	0	16 089	0	4 668	**20 756**
	Cession	0	0	(64)	0	**(64)**	0	0	0	0	**0**
	Différences de conversion	0	(18)	0	4	**(14)**	0	227	0	5	**233**
	Dotations aux amortissements	0	(19 741)	(3 220)	(2 009)	**(24 971)**	0	(23 312)	(2 331)	(3 529)	**(29 172)**
	Valeur brute comptable	439	190 020	54 816	17 453	**262 728**	439	231 589	53 553	22 169	**307 750**
	Amortissements et dépréciations	0	(87 132)	(49 673)	(11 211)	**(148 016)**	0	(119 567)	(50 741)	(14 783)	**(185 091)**
	Valeur nette comptable au 31 décembre	**439**	**102 888**	**5 143**	**6 242**	**114 712**	**439**	**112 021**	**2 812**	**7 386**	**122 659**
	Répartition par secteur										
	Travail Temporaire	0	24 988	0	5 132	**30 120**	0	39 242	0	4 813	**44 055**
	Aéroportuaire	0	35 108	5 143	646	**40 897**	0	30 187	2 812	979	**33 978**
	Autres	439	42 792	0	464	**43 695**	439	42 592	0	1 594	**44 625**
	Total	**439**	**102 888**	**5 143**	**6 242**	**114 712**	**439**	**112 021**	**2 812**	**7 386**	**122 659**
	Droits d'utilisation de l'immeuble siège	439	35 695	0	0	**36 134**	439	33 687	0	0	**34 126**
	Droits d'utilisation des matériels Aéroportuaire			5 143		**5 143**			2 812		**2 812**
	Autres droits d'utilisation	0	67 194	0	6 242	**73 435**	0	78 335	0	7 386	**85 720**
	Total	**439**	**102 888**	**5 143**	**6 242**	**114 712**	**439**	**112 021**	**2 812**	**7 386**	**122 659**

L'essentiel des droits d'utilisation concernent des actifs immobiliers représentatifs de l'immeuble du siège, des baux des agences de Travail Temporaire et des locaux sur les sites aéroportuaires.

Les actifs comptabilisés au titre du droit d'utilisation sont inclus dans les postes d'immobilisations corporelles où les actifs sous-jacents seraient présentés si le groupe était propriétaire des biens. Les passifs locatifs sont présentés en dettes financières (Emprunts partie courante ou non courante) selon leur échéance.

Le Groupe utilise les expédients pratiques suivants autorisés par la norme :

- inclure les contrats de location dont le terme de la durée résiduelle se situe dans les 12 mois suivant la date de transition,
- appliquer un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques raisonnablement similaires.

Ce taux est déterminé annuellement à partir du taux marginal d'emprunt du Groupe, ajusté conformément à la norme IFRS 16 en tenant compte (i) de l'environnement économique des filiales, et en particulier de leur risque de crédit, (ii) de la date de début du contrat, (iii) de la devise dans laquelle le contrat est conclu et (iv) de la durée du contrat. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré appliqué aux dettes de location des contrats conclus en 2024 s'établit à 2,93% pour la zone euro et 5,14% pour la zone USD.

Le Groupe a également choisi d'appliquer l'exemption de comptabilisation prévue par la norme et ainsi de ne pas reconnaitre les droits d'utilisation et dettes de location des contrats de location dont l'actif sous-jacent est de faible valeur («actifs de faible valeur») principalement les photocopieurs. Les paiements associés à ces contrats sont comptabilisés linéairement en autres achats et charges externes dans le compte de résultat pour un montant non significatif.

L'appréciation de la durée du contrat, en ce compris l'appréciation du caractère raisonnable de l'exercice d'une option de renouvellement ou du non-exercice d'une option de résiliation, fait l'objet d'un réexamen si un événement ou un changement de circonstances important, sous le contrôle du preneur, se produit et est susceptible d'avoir une incidence sur cette évaluation.

4.1.3. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont essentiellement constitués par :

- des dépôts à terme ne remplissant pas l'ensemble des critères pour être classés en équivalents de trésorerie. Ils constituent néanmoins des créances liquides puisqu'ils disposent d'options de sortie à tout moment.
- le CICE créance également liquide car facilement mobilisable sur l'Etat,
- et les prêts et créances à plus d'un an principalement des dépôts et cautionnements.

Compte tenu de leur caractère liquide, le groupe présente les dépôts à terme concernés et le CICE en minoration de l'endettement financier net dans sa communication financière.

En milliers d'euros	Dépôts à terme	CICE	Prêts et créances à plus d'un an	Autres	**Total**
Au 1er janvier 2023					
Valeur brute	0	187	3 811	81	4 079
Dépréciations cumulées		0	(14)	0	(14)
Valeur nette comptable au 1er janvier 2023	**0**	**187**	**3 797**	**81**	**4 064**
Variations 2023	**54 237**	**(187)**	**229**	**27**	**54 306**
Eléments avec impact sur la trésorerie	***54 237***	***(187)***	***207***	***16***	***54 273***
Acquisitions	54 237	0	558	16	54 811
Cessions	0	0	(351)	0	(351)
Remboursement de CICE		(187)		0	(187)
Eléments sans impact sur la trésorerie	***0***	***0***	***21***	***12***	***33***
Différences de conversion	0	0	21	6	27
Reclassement	0	0	0	6	6
Valeur brute	54 237	(0)	4 040	108	58 385
Dépréciations cumulées	0	0	(14)	0	(14)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2023	**54 237**	**(0)**	**4 025**	**108**	**58 370**
Variation 2024	**(14 600)**	**0**	**1 467**	**4**	**(13 130)**
Eléments avec impact sur la trésorerie (1)	***(14 600)***	***0***	***1 445***	***14***	***(13 141)***
Acquisitions	20 466	0	1 741	14	22 222
Cessions	(45 484)	0	(577)	(0)	(46 061)
Entrée de périmètre	10 418	0	281	0	10 698
Eléments sans impact sur la trésorerie	***0***	***0***	***21***	***(10)***	***11***
Différences de conversion	0	0	21	(10)	11
Valeur brute	39 637	(0)	5 506	112	45 255
Dépréciations cumulées			(14)	0	(14)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2024	**39 637**	**0**	**5 492**	**112**	**45 241**
(1) Eléments avec impact trésorerie hors impact périmètre	*(25 018)*	*0*	*1 165*	*14*	*(23 839)*

4.1.4. Participations dans les entreprises associées

Les sociétés associées dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle, sont consolidées par mise en équivalence.

En milliers d'euros	**31.12.2024**	**31.12.2023**
Participations au début de la période	**5 411**	**4 851**
Résultat de la période	737	587
Autres mouvements	67	(27)
Participations à la fin de la période	**6 215**	**5 411**
Entreprises associées :		
AERCO	3 682	3 218
Global SQ	984	737
OVID	1 018	910
SHP RS DOO Serbie	530	547
Autres	(1)	(1)

Les comptes de ces sociétés mises en équivalence au 31 décembre 2024 sont présentés ci-dessous :

En milliers d'euros	Global SQ	AERCO	OVID	SHP RS DOO Serbie	SCCV Les Charmes
Secteur opérationnel	**TT**	**Aéro**	**Aéro**	**Aéro**	**Autres**
Chiffre d'affaires	16 851	24 407	8 568	7 931	0
Résultat net	372	1 858	308	(37)	(2)
Actifs non courants	11	20 755	28	1 090	0
Actifs courants	4 479	22 959	4 947	2 691	140
Capitaux propres	1 989	14 730	3 010	1 000	(2)
Passifs non courants		22 580	0	346	0
Passifs courants	2 501	6 404	1 965	2 436	142
Trésorerie/Dette nette	992	7 005	2 015	308	0
Dividendes perçus par le Groupe au cours de la période	0	0	0	0	0
Taux de participation	49%	25%	33%	48%	50%
TT : Travail Temporaire	0	0	0	0	0
Aéro : Aéroportuaire					

Le rapprochement entre ces informations et la valeur comptable des intérêts du Groupe dans ces entreprises associées est le suivant :

En milliers d'euros	Global SQ	AERCO	OVID	SHP RS DOO Serbie	SCCV Les Charmes	Total
Capitaux propres	1 989	14 730	3 010	1 000	(2)	
Taux de participation	49%	25%	33%	48%	50%	
Valeur comptable des intérêts détenus	984	3 682	1 018	530	(1)	6 215

4.2. Besoin en fonds de roulement

Au 31 décembre 2024 :

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023	Variation brute	Variation de trésorerie	Ecart de conversion	Entrée de périmètre	Autres flux
Stocks et en-cours	3 377	2 817	560	561	(0)		
Créances clients	645 179	498 210	146 969	(17 300)	3 029	161 240	
Autres créances	63 192	43 051	20 140	6 151	305	13 619	65
Dettes fournisseurs	(62 597)	(49 450)	(13 147)	6 678	(258)	(19 567)	0
Dettes fiscales et sociales	(510 269)	(394 615)	(115 654)	1 359	(449)	(116 512)	(52)
Autres dettes	(51 676)	(45 382)	(6 294)	(1 311)	(1 409)	(4 839)	1 263
Besoin en fonds de roulement	87 205	54 631	32 574	(3 862)	1 219	33 941	1 276
Dividendes et intérêts à payer	61	(162)	223	221	2		
Besoin en fonds de roulement net de dividendes à payer	**87 266**	**54 469**	**32 797**	**(3 641)**	**1 221**	**33 941**	**1 276**

Au 31 décembre 2023 :

En milliers d'euros	31.12.2023	31.12.2022	Variation brute	Variation de trésorerie	Ecart de conversion	Entrée de périmètre	Autres flux
Stocks et en-cours	2 817	2 308	509	508	1		
Créances clients	498 210	492 436	5 774	5 713	7		54
Autres créances	43 051	40 552	2 499	2 520	(118)	6	91
Dettes fournisseurs	(49 450)	(42 073)	(7 378)	(7 418)	65		(24)
Dettes fiscales et sociales	(394 615)	(385 618)	(8 997)	(8 067)	(812)		(118)
Autres dettes	(45 382)	(43 186)	(2 196)	(1 765)	979		(1 409)
Besoin en fonds de roulement	54 631	64 420	(9 789)	(8 510)	122	6	(1 407)
Dividendes et intérêts à payer	(162)	(183)	20	21	(1)		
Besoin en fonds de roulement net de dividendes à payer	**54 469**	**64 238**	**(9 769)**	**(8 489)**	**121**	**6**	**(1 407)**

4.2.1. Créances clients

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023	Variation
Clients et comptes rattachés (1)	666 254	512 334	153 920
Dépréciations	(21 076)	(14 125)	(6 951)
Total	**645 179**	**498 210**	**146 969**
(1) dont :			
Effets remis à l'encaissement au 31 décembre mais relatifs à des échéances postérieures	*826*	*1 366*	(539)
Créances financées dans le cadre des contrats d'affacturage	*98 633*	*105 584*	(6 951)
Créances garantissant la ligne de crédit aux Etats-Unis	39 336	36 380	2 956

Les créances clients sont évaluées selon la norme IFRS 9 qui requiert de reconnaître non plus uniquement les pertes avérées mais également les pertes attendues pour tenir compte d'éventuels défauts de paiements dès la reconnaissance initiale des créances commerciales.

A chaque clôture, les risques avérés sont reconnus sous forme de dépréciation individualisée et les pertes attendues sont estimées pour l'ensemble des créances sur la base des taux moyen historiques calculés par échéance.

Ce taux moyen est fondé sur les pertes de crédit historiques et peut être ajusté en cas de modification significative prospective du risque de crédit.

Risque de concentration et de crédit

Compte tenu de la diversification de ses activités et de sa présence géographique, le groupe ne fait pas face à un risque de concentration significatif sur son portefeuille client. Le chiffre d'affaires réalisé avec le premier client représente 2,6% des revenus du groupe, les 5 premiers clients totalisent quant à eux une part de 10% et les 10 clients suivants 9,5%. Il n'existe ainsi pas de dépendance vis-à-vis de clients spécifiques.

En outre, le risque de crédit est limité par le fait que 50% des créances clients du secteur Travail temporaire fait l'objet d'une assurance-crédit.

La balance âgée des créances clients échues est la suivante :

En milliers d'euros		Actifs non dépréciés non échus	Actifs non dépréciés échus à la date de clôture (valeur nette)				Total
			0-2 mois	2-4 mois	au-delà de 4 mois	Total	
31.12.2024	Clients et comptes rattachés	481 372	123 621	24 422	36 838	184 882	666 254
	Dépréciations	(592)	(582)	(566)	(19 335)	(20 484)	(21 076)
	Total	480 781	123 039	23 856	17 503	164 398	645 179
31.12.2023	Clients et comptes rattachés	352 575	115 582	16 113	28 063	159 759	512 334
	Dépréciations	(38)	(368)	(342)	(13 377)	(14 087)	(14 125)
	Total	352 538	115 214	15 771	14 687	145 672	498 210

Dans le secteur Travail temporaire France, le Groupe a recours à un contrat d'affacturage pour financer, le cas échéant, ses besoins de trésorerie. Le Groupe cède ainsi ses créances tout en continuant à les recouvrer sur des comptes bancaires dédiés et à supporter le risque de crédit. Ce contrat d'affacturage ne répond ainsi pas aux critères de décomptabilisation d'IFRS 9 et les créances clients continuent à être comptabilisées à l'actif du bilan. Le plafond de financement est de 80 M€ après constitution d'un fonds de réserves.

La position vis-à-vis des organismes d'affacturage est constituée de la mobilisation des créances minorée des encaissements à reverser à ces organismes. Elle est présentée en Emprunts partie courante (Note 4.4.) ou lorsque ponctuellement les encaissements à reverser excédent le financement obtenu par la mobilisation des créances, en Trésorerie.
Le financement obtenu des organismes d'affacturage est d'une maturité de remboursement inférieure à douze mois.

Le montant de l'affacturage du Travail temporaire France correspond en l'absence de tirage, à la position active vis-à-vis du factor, qui est ainsi détaillée :

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Solde des créances clients financées dans le cadre du contrat d'affacturage	(98 633)	(88 090)
Fonds de réserve constitués par les organismes d'affacturage	11 448	12 074
Montant non encore mobilisé à la clôture	97 572	84 948
Encaissements clients sur des comptes bancaires dédiés à reverser aux organismes d'affacturage	8 309	7 249
Position nette active vis-à-vis des organismes d'affacturage	18 696	16 180

Le groupe dispose d'autre part aux Etats-Unis d'une ligne de crédit adossée au portefeuille de créances clients d'une capacité de tirage de 25 M$ pour le financement de ses activités (Note 4.4.2.2). Les créances clients des activités américaines viennent en garantie de cette ligne de crédit.

4.2.2. Autres créances

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023	Variation
TVA	14 079	15 874	(1 795)
Charges constatées d'avance	13 080	9 591	3 488
Autres créances fiscales	1 710	1 500	210
Créances sociales	5 934	1 604	4 331
Autres tiers actif	28 601	14 691	13 910
Valeur brute	**63 404**	**43 261**	**20 143**
Dépréciations	(213)	(209)	(3)
Total net	**63 192**	**43 051**	**20 140**

Les autres tiers actifs sont principalement des remboursements en attente des organismes de formation.

4.2.3. Dettes fiscales et sociales

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023	Variation
Personnel	227 744	163 057	64 688
Organismes sociaux	149 041	114 693	34 347
Taxe sur la valeur ajoutée	91 490	92 547	(1 057)
Etat, collectivités publiques et autres dettes	41 995	24 319	17 676
TOTAL	**510 269**	**394 615**	**115 654**

4.2.4. Autres dettes

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023	Variation
Dettes diverses	46 585	41 191	5 393
Produits constatés d'avance	5 091	4 190	901
TOTAL	**51 676**	**45 382**	**6 294**

Les dettes diverses représentent pour l'essentiel des charges à payer ainsi que des avoirs à établir. L'ensemble de ces dettes à une échéance inférieure à un an.

4.3. Capitaux propres et périmètre de consolidation

Les comptes consolidés incluent les états financiers de la Société et ceux des entités qu'elle contrôle ("les filiales") au sens d'IFRS 10.

La Société a le contrôle lorsqu'elle :
- détient le pouvoir sur l'entité émettrice,
- est exposée, ou a le droit, à des rendements variables, en raison de ses liens avec l'entité émettrice,
- a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influer sur le montant des rendements qu'elle obtient.

La liste des sociétés consolidées est présentée en note 6.4. ci-après.

4.3.1. Capital et auto-détention

	31.12.2024	31.12.2023
Capital (en milliers d'euros)	4 050	4 050
Nominal (en euros)	0,36	0,36
Nombre total d'actions (en milliers)	11 250	11 250
Nombre d'actions autorisées, émises et en circulation (en milliers)	10 536	11 104
Titres d'auto-détention (en milliers)	714	146

Le nombre total d'actions est de 11 250 000 d'une valeur nominale de 0,36 € par action. Toutes les actions sont entièrement libérées. Aucune action ne dispose d'un droit préférentiel quant au versement de dividendes.

Le nombre d'actions en circulation est de 10 536 289 au 31 décembre 2024.
La société n'a pas de plan de stock-options, ni d'attribution d'actions gratuites.

4.3.2. Résultat par action

	31.12.2024	31.12.2023
Résultat revenant aux actionnaires de la société (milliers d'euros)	73 011	72 815
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	10 584	11 101
Résultat de base et dilué par action (€ par action)	6,90	6,56

En l'absence d'instruments dilutifs, le résultat par action de base est égal au résultat par action dilué.

4.3.3. Dividende par action

Un dividende de 6 € par action au titre de l'exercice 2024, représentant une distribution totale de 67,5 M€ sera proposé lors de l'Assemblée Générale des actionnaires du 6 juin 2025 avec un paiement le 4 juillet 2025.

4.3.4. Informations sur les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle

Nom de la filiale ou entreprise associée	Pays	Secteur	Intérêts minoritaires				Dividendes versés aux intérêts minoritaires pendant la période
			% détention	% droits de vote	Résultat net de la période attribué aux minoritaires	Cumul des intérêts minoritaires à la fin de la période	
Les Compagnons	France	TT	5,00%	5,00%	217	2 776	175
Congo Handling	Congo	Aéro	50,00%	50,00%	2 267	1 281	0
CPTS	Congo	Aéro	39,00%	39,00%	(717)	353	0
SHP Sierra Leone	Sierra Leone	Aéro	20,00%	20,00%	79	496	191
OK Job	Suisse	TT	20,00%	20,00%	249	959	0
Autres					256	1 870	206
Total au 31 décembre 2023					**2 351**	**7 736**	571
Les Compagnons	France	TT	5,00%	5,00%	196	2 872	100
Congo Handling	Congo	Aéro	50,00%	50,00%	1 585	2 857	0
CPTS	Congo	Aéro	39,00%	39,00%	207	560	0
SHP Sierra Leone	Sierra Leone	Aéro	20,00%	20,00%	98	618	0
Autres					324	2 630	189
Total au 31 décembre 2024					**2 408**	**9 538**	289

TT : Travail Temporaire Aéro : Aéroportuaire

4.4. Endettement financier

4.4.1. Endettement financier net

Le groupe utilise dans sa communication financière l'endettement financier net, indicateur non IFRS, qui est composé de l'endettement financier brut diminué des actifs financiers liquides.

L'endettement financier brut est constitué :
- des passifs financiers à long terme : emprunts auprès de banques ou d'établissements financiers (crédits à moyen ou long terme, crédits-bails, ...) et passifs locatifs,
- des passifs financiers à court terme de même nature que les précédents,
- de la participation des salariés,
- des dettes liées aux regroupements d'entreprises (compléments de prix et puts sur intérêts minoritaires),
- des intérêts courus sur les postes du bilan constitutifs de l'endettement financier brut.

L'endettement financier net est composé de l'endettement financier brut diminué :
- de la trésorerie nette, constituée elle-même par la trésorerie brute (disponibilités et dépôts à vue) minorée des découverts bancaires. Les intérêts courus non échus sur la trésorerie nette sont rattachés à cette dernière.
- des actifs financiers liquides comme le CICE (ce dernier est en effet une créance liquide car facilement mobilisable) et certains dépôts à terme comptabilisés en actifs financiers non courants car ne remplissant pas l'ensemble des critères pour être classés en équivalents de trésorerie mais n'en constituant pas moins des actifs liquides puisque disposant d'options de sortie à tout moment.

La rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie » présentée à l'actif du bilan est composée de la trésorerie, disponibilités constituant des prêts et créances envers les établissements bancaires et des équivalents de trésorerie qui comprennent :
- les fonds monétaires, placements à court terme très liquides, convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont évalués à leur juste valeur par le résultat en référence directe à des prix cotés sur un marché actif pour un instrument identique (Niveau 1 de la norme IFRS 13-76),
- les comptes de dépôt à court terme convertibles à tout moment en trésorerie sans risque de changement de valeur,
- les positions éventuellement débitrices vis-à-vis des organismes d'affacturage.

En millions d'euros	31.12.2024	31.12.2023	Variation
Emprunt partie non courante	95 017	70 636	24 381
Emprunt partie courante	88 370	67 632	20 738
A - Endettement financier brut	**183 387**	**138 268**	**45 119**
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(335 101)	(473 803)	138 702
Découverts	40 355	7 528	32 827
B - Trésorerie nette	**(294 746)**	**(466 275)**	**171 528**
C - Endettement financier net avant déduction autres comptes à terme (A+B)	**(111 359)**	**(328 007)**	**216 648**
D - Autres dépôts à terme	(39 637)	(54 237)	14 600
E - Endettement financier net (C+D)	**(150 996)**	**(382 244)**	**231 248**

Variation de l'endettement financier net

En millions d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Endettement financier net ouverture	**(382 244)**	**(339 163)**
Variations de la période :		
Eléments avec impact sur la trésorerie	**(26 952)**	**(20 118)**
Emissions	25 324	7 846
Remboursements	(52 276)	(27 964)
Eléments sans impact sur la trésorerie	**72 071**	**25 990**
Entrées de périmètre	50 490	1 946
Nouveaux contrats de location	20 756	24 886
Conversion sur endettement brut	598	374
Juste valeur du swap	228	(1 216)
A -Variation de l'endettement financier brut	**45 119**	**5 872**
B - Variation de la trésorerie nette	**171 529**	**5 097**
CICE		
Remboursement CICE à l'échéance de 3 ans		187
C - Impact CICE	**0**	**187**
Dépôts à terme		
Variation des dépôts à terme	14 600	(54 237)
D - Impact dépôts à terme	**14 600**	**(54 237)**
Variation de l'endettement financier net (A+B+C+D)	**231 248**	**(43 081)**
Endettement financier net clôture	**(150 996)**	**(382 244)**

Les remboursements d'emprunts nets de 27,0 M€ concernent :

- les passifs locatifs pour 29,3 M€
- la dette financière constatée au titre du rachat des minoritaires OK Job (note 2.4) pour 6 M€
- net de l'augmentation de la participation de 4,1 M€ et du tirage net des lignes de financement de 4,2 M€.

Impact de l'application d'IFRS 16 sur l'endettement financier

En milliers d'euros	Année 2023				Année 2024			
	Passifs locatifs immeuble siège	Passifs locatifs matériel Aéroportuaire	Autres passifs locatifs	Total	Passifs locatifs immeuble siège	Passifs locatifs matériel Aéroportuaire	Autres passifs locatifs	Total
Passifs locatifs au 1er janvier	18 916	5 290	67 317	91 522	15 462	2 438	74 623	92 523
Nouveaux contrats de location	0	0	24 886	24 886	0	0	20 756	20 756
Remboursements	(3 745)	(2 852)	(19 509)	(26 106)	(3 537)	(1 900)	(23 885)	(29 322)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	292	0	0	292	156	0	0	156
Différence de conversion	0	0	(18)	(18)	0	0	242	242
Variation de périmètre	0	0	1 946	1 946	0	0	15 905	15 905
Passifs locatifs au 31 décembre	**15 462**	**2 438**	**74 623**	**92 523**	**12 081**	**537**	**87 642**	**100 261**
Échéances des passifs locatifs								
A moins d'un an	3 746	1 900	16 772	22 418	3 746	537	22 700	26 983
De un à cinq ans	11 716	537	34 234	46 488	8 336	0	42 181	50 517
A plus de cinq ans	0	0	23 616	23 616	0	0	22 761	22 761
Total au 31 décembre	**15 462**	**2 438**	**74 623**	**92 523**	**12 081**	**537**	**87 642**	**100 261**

4.4.2. Endettement financier brut

4.4.2.1. Nature et échéances

En milliers d'euros	Lignes de financement	Dette IFRS 16	Participation des salariés aux résultats	Dette sur puts minoritaires	Autres emprunts	Total
Valeurs au 31.12.2023						
A moins d'un an	3 311	23 513	35 612	6 289	2	68 728
De un à cinq ans	0	48 790		0	244	49 034
A plus de cinq ans	0	25 761		0	288	26 049
Total 31.12.2023	**3 311**	**98 065**	**35 612**	**6 289**	**534**	**143 811**
Valeurs au 31.12.2024						
A moins d'un an	21 610	28 545	39 776	0	1	89 933
De un à cinq ans	21 285	53 680		0	233	75 198
A plus de cinq ans	0	24 796		0	218	25 014
Total 31.12.2024	**42 895**	**107 021**	**39 776**	**0**	**452**	**190 144**

4.4.2.2. Principales lignes de dettes

Endettement financier brut

Principaux emprunts	Date début	Échéance	Total ligne	Dette / Montant tiré	Montant non tiré	Mode de remboursement	Covenants	Notes
Lignes de financement moyen terme								
Crédit moyen terme BPM Italie OJM	28/06/2023	30/09/2029	23 872	23 872	0	Amortissement	Oui	(1)
Revolving BPM Italie OJM	28/06/2023	30/09/2029	5 000		5 000	Revolving	Oui	(2)
Diverses lignes Italie JOB	2020 à 2022	2025 à 2027	2 980	2 980	(0)	Amortissement	Non	(3)
Total lignes de financement moyen terme			**31 852**	**26 852**	**5 000**			
Lignes de financement court terme								
Affacturage France	NA	Annuelle	80 000		80 000	Revolving	Non	(4)
Affacturage OPENJOBMETIS	NA	Annuelle				Revolving	Non	(5)
Affacturage JUST ON BUSINESS	NA	Annuelle	2 500	905	1 595	Revolving	Non	(6)
Lignes de crédit court terme - Etats-Unis	15.06.2024	15.06.2025	24 064	15 137	8 927	Revolving	Non	(7)
Total lignes de financement court terme			**106 564**	**16 043**	**90 521**			
Passifs locatifs (IFRS 16)								
Immeuble siège	10.03.2016	27.03.2028		12 081		Trimestriel	Non	(8)
Matériel Aéroportuaire				537		Trimestriel	Non	(9)
Autres passifs locatifs				87 642				(10)
Total passifs locatifs				**100 261**				
Participation des salariés aux résultats				**39 776**			Non	
Autres				**456**			Non	
Endettement financier brut				**183 387**				

(1) Contrat de prêt amortissable OPENJOBMETIS
(2) Contrat de prêt revolving OPENJOBMETIS
(3) Divers contrats de prêts amortissables Just on Business
(4) Concerne un programme de cession de créances en France pour une capacité totale de 80 M€ gérés en financement confidentiel avec mandat de recouvrement
(5) Ligne d'affacturage déconsolidant d'un montant maximumde 15 M€ sur lequel au 31.12.2024 les cessions s'élevaient à 12,2 M€ et 6 M€ restant à encaisser
(6) Concerne un programme de cession de créances en Italie pour une capacité totale de 2,5 M€
(7) Ligne de crédit adossé au portefeuille de créances d'une capacité de tirage de 25 M$ et d'une durée de 12 mois renouvelable
(8) Concerne le financement de l'immeuble de Paris 17e, la dette de location de 12,1 M€ est nette de l'avance preneur versée au bailleur
(9) Concerne essentiellement le financement du matériel du secteur opérationnel Aéroportuaire
(10) Dette des autres contrats de location

Lignes de découverts

Principaux découverts	Total ligne	Dette / Montant tiré	Montant non tiré
Découverts autorisés France	44 000	0	44 000
Découverts autorisés étrangers	135 746	33 662	102 084
Italie	*131 610*	*33 148*	*98 462*
Autres	*4 136*	*513*	*3 622*
Total découverts autorisés	**179 746**	**33 662**	**146 084**

Risque de taux

Le taux moyen de rémunération « all-in » (i.e. inclus commissions et frais directement affectables) payé le Groupe au cours de l'exercice au titre du financement s'élève à 3,9%.

Le risque de taux n'est que peu significatif. Une évolution de 100 points de base aurait une incidence de 1,6 M€ sur le coût de l'endettement financier brut du Groupe qui s'élève à 7,0 M€.

Opérations de couverture

Le contrat de crédit-bail pour le financement de la construction de l'immeuble à usage de bureaux sis à Paris 17e, 6 Rue Toulouse Lautrec étant conclu à taux variable, la SCI l'Arche de Saint-Ouen a mis en place auprès de BNP Paribas et Société Générale, un swap de taux permettant d'échanger ce taux variable contre un taux fixe pour un montant notionnel de 9,4 M€ au 31 décembre 2024. Ces contrats de swap couvrent le taux variable du contrat de crédit-bail sous-jacent pour chaque échéance. Le taux moyen pondéré de ces swaps est de 1,6060%.

Le swap étant 100 % adossé aux échéances, la couverture est efficace. La valeur du swap au 31 décembre 2024 soit 0,1 M€ a été comptabilisée en dette financière par contrepartie des autres éléments du résultat global pour un montant de -0,2 M€ en 2024.

Répartition de la dette par type de taux et par devises

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Taux fixe	137 348	131 037
Taux variable	46 039	7 231
Endettement financier brut	**183 387**	**138 268**
EUR	161 174	120 555
USD	18 569	7 460
XAF	981	995
Autres devises	2 663	9 257
Endettement financier brut	**183 387**	**138 268**

Engagements financiers à respecter

Le prêt à moyen/long terme, contracté auprès de la BPM en Italie impose le respect du covenant financier Ratio de levier (Endettement financier net Italie/EBITDA Italie) inférieur à 2,25 au 31 décembre de chaque année.

Cet engagement était respecté au 31 décembre 2024.

Risque de liquidité

Dans le cadre de son activité, le Groupe doit financer, outre le dividende qu'il sert à ses actionnaires, un besoin en fonds de roulement significatif (Note 4.2) ainsi que ses opérations de croissance externe. De façon générale, le besoin en fonds de roulement est financé par des lignes à court terme (découvert, factoring …) et les opérations de croissance externe par les fonds propres du groupe ou des lignes de financement à moyen terme. Ainsi au 31 décembre 2024, la société dispose de 95,5 M€ de lignes de crédit non tirées et de 146,1 M€ de lignes de découverts non tirées.

Le risque de liquidité est directement lié à la capacité du Groupe à générer des cash-flows et / ou à lever des financements de façon à faire face aux échéances de ses dettes financières et de ses instruments dérivés.

Afin d'anticiper et gérer ce risque, le Groupe a mis en place les éléments suivants :

- Diversification de ses sources de financement auprès de divers établissements financiers,
- Centralisation de la gestion de la trésorerie,
- Maintien permanent de lignes de financement non tirées.

Risque de contrepartie financière

Le Groupe est exposé au risque de contrepartie financière lorsqu'il intervient sur les marchés financiers notamment pour la gestion de sa trésorerie. Il limite ce risque en s'engageant, sauf en l'absence de telles solutions, avec des banques commerciales bénéficiant de notes de crédit élevées et en évitant une trop grande concentration des opérations de marché sur un nombre restreint d'établissements financiers. C'est ainsi que le montant de trésorerie nette de 294,7 M€ est réparti sur l'ensemble de ces établissements.

Risque de change

Le Groupe est exposé par son activité internationale à un risque de fluctuation des cours des devises étrangères principalement celle du dollar américain.

Ce risque porte d'une part sur les transactions réalisées par des sociétés du Groupe dans des monnaies différentes de leur monnaie fonctionnelle (risque de change fonctionnel) et d'autre part sur les actifs et passifs libellés en devises étrangères (risque de conversion des comptes).

Les entités du Groupe opèrent en général dans leur devise locale qui est leur monnaie fonctionnelle, le produit des ventes est ainsi réalisé dans la même devise que celles des charges d'exploitation, ce qui permet de créer une couverture naturelle. Le risque de change fonctionnel est ainsi limité aux opérations de financement intragroupe qui ne sont pas refinancées par une ligne dans la devise dans laquelle le financement intragroupe est fait.

Le risque lié à la conversion des comptes des entités étrangères dans les comptes et la monnaie de reporting du Groupe ne fait d'autre part l'objet d'aucune couverture.

Principaux taux de change par rapport à l'euro :

	2024		2023	
	Moyen	De clôture	Moyen	De clôture
Dollar US	1,0826	1,0389	1,0816	1,1050
Livre sterling	0,8469	0,8292	0,8702	0,8691
Franc suisse	0,9513	0,9412	0,9727	0,9260
Dihram marocain	10,7999	10,5660	10,9760	11,0412
Dinar tunisien	3,3736	3,3238	3,3473	3,4004

Positions nettes bilancielles dans les principales devises

L'ensemble des actifs et passifs, y compris non monétaires, est ci-dessous classé par monnaie fonctionnelle.

En milliers d'euros	Actifs courants et non courants	Passifs courants et non courants	Engagements en devises	Position nette avant couverture	Instruments financiers de couverture	Position nette après couverture
2024						
Euro	1 414 738	821 491		593 247		593 247
Dollar US	132 190	30 355		101 835		101 835
XAF	24 063	16 912		7 151		7 151
Autres devises	87 160	37 446		49 714		49 714
Total	**1 658 151**	**906 204**	**0**	**751 947**	**0**	**751 947**
2023						
Euro	1 198 965	586 663		612 302		612 302
Dollar US	124 764	19 693		105 071		105 071
XAF	19 930	16 462		3 468		3 468
Autres devises	89 668	49 000		40 667		40 667
Total	**1 433 327**	**671 818**	**0**	**761 509**	**0**	**761 509**

Tableau de sensibilité du résultat groupe et des capitaux propres au risque de change

En milliers d'euros	Impact sur le résultat avant impôt		Impact sur les capitaux propres avant impôts	
	Hausse de 5%	Baisse de 5%	Hausse de 5%	Baisse de 5%
2024				
Euro	0	0	0	0
Dollar US	(56)	56	2 587	(2 587)
XAF	0	0	0	0
Autres devises	410	(410)	118	(118)
Total	**354**	**(354)**	**2 705**	**(2 705)**
2023				
Euro	0	0	0	0
Dollar US	307	(307)	2 429	(2 429)
XAF	0	0	0	0
Autres devises	497	(497)	(63)	63
Total	**804**	**(804)**	**2 366**	**(2 366)**

4.4.3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie nette, dont la variation est présentée dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, est constituée de la Trésorerie et équivalents de trésorerie déduction faite des Découverts bancaires.

En milliers d'euros	31.12.2024	31.12.2023
Trésorerie	**108 615**	**124 236**
Equivalents de trésorerie		
Fonds monétaires	3 553	398
Compte à terme	222 933	349 169
Total équivalents de trésorerie	**226 486**	**349 567**
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	**335 101**	**473 803**

La variation de trésorerie nette de – 171,5 M€ s'analyse par :

- 118,7 M€ de flux de trésorerie généré par l'activité,
- - 162,6 M€ de flux liés aux opérations d'investissements dont 23,1 M€ d'investissements d'exploitation, 163,7 M€ liés aux regroupements d'entreprise et +25,0 M€ de variation des autres dépôts à terme selon note 4.4.1
- - 127,8 M€ liés aux opérations financières dont 39,4 M€ de rachat d'un bloc hors marché de 5% d'actions propres, 60,2 M€ d'incidence des acquisitions d'intérêts minoritaires Openjobmetis après prise de contrôle, 27,0 M€ de remboursements nets d'emprunts et 10,6 M€ de dividendes.

4.5. Information complémentaire sur les instruments financiers

Les tableaux suivants présentent par catégories d'instruments financiers selon IFRS 9, les valeurs comptables, leur classification et leur juste valeur à la clôture de chaque exercice.

4.5.1. Catégories d'actifs financiers

En milliers d'euros	Valeur comptabilisée 31.12.2024			Juste valeur 31.12.2024	Valeur comptabilisée 31.12.2023	Juste valeur 31.12.2023
	Non courant	Courant	Total			
Prêts et créances au coût amorti	**45 241**	**820 758**	**865 998**	**865 998**	**725 552**	**725 552**
Prêts et créances et autres immobilisations financières	45 241		45 241	45 241	58 370	58 370
Créances clients		645 179	645 179	645 179	498 210	498 210
Autres créances		63 192	63 192	63 192	43 051	43 051
Actif d'impôt exigible		3 773	3 773	3 773	1 684	1 684
Comptes courants bancaires		108 615	108 615	108 615	124 236	124 236
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	**0**	**226 486**	**226 486**	**226 486**	**349 567**	**349 567**
OPCVM monétaires		3 553	3 553	3 553	398	398
Compte à terme		222 933	222 933	222 933	349 169	349 169
TOTAL	**45 241**	**1 047 244**	**1 092 485**	**1 092 485**	**1 075 118**	**1 075 118**

Le coût amorti des prêts et créances est égal à la juste valeur.

4.5.2. Catégories de passifs financiers

En milliers d'euros	Valeur comptabilisée au 31.12.2024			Juste valeur 31.12.2024	Valeur comptabilisée 31.12.2023	Juste valeur 31.12.2023
	Non courant	Courant	Total			
Autres passifs au coût amorti	**95 017**	**756 683**	**851 700**	**851 700**	**637 353**	**637 353**
Emprunts (1)	95 017	88 370	183 387	183 387	138 268	138 268
Découverts bancaires et assimilés		40 355	40 355	40 355	7 528	7 528
Dettes fournisseurs		62 597	62 597	62 597	49 450	49 450
Dettes fiscales et sociales		510 269	510 269	510 269	394 615	394 615
Dettes d'impôt exigible		3 416	3 416	3 416	2 111	2 111
Autres dettes		51 676	51 676	51 676	45 382	45 382
TOTAL	**95 017**	**756 683**	**851 700**	**851 700**	**637 353**	**637 353**

4.6. Provisions pour autres passifs

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite, à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé, qu'il est probable que le règlement de cette obligation générera une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation que le management du Groupe peut faire en date de clôture de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Les provisions pour litiges concernent principalement les risques prud'homaux. Les autres provisions concernent divers risques commerciaux, juridiques, sociaux et fiscaux, résultant de litiges ou de procédures découlant de l'activité normale du groupe.

L'estimation de ces risques est effectuée en tenant compte de la nature du litige, de la connaissance de la résolution de litiges passés et de la jurisprudence en cours.

En milliers d'euros	31.12.2023	Dotations	Reprises (provisions utilisées)	Reprises (provisions non utilisées)	Variation de périmètre	31.12.2024
Provisions pour litiges	3 542	1 301	(641)	(956)	4 599	7 845
Autres provisions	8 317	2 561	(865)	(1 656)	7 053	15 409
TOTAL	**11 859**	**3 862**	**(1 506)**	**(2 613)**	**11 652**	**23 255**

Il n'existe pas d'autre procédure administrative, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe.

5. Engagements hors bilan

5.1. Engagements hors bilan liés au financement de la société

5.1.1. Engagements donnés

(en milliers d'euros)	Principales caractéristiques	Echéance	31.12.2024	31.12.2023
Nantissement des titres d'AERCO par CPTS en garantie du prêt bancaire d'AERCO	Garantie financière du prêt bancaire d'une entreprise associée	illimité	4 535	4 535

5.1.2. Engagements reçus

(en milliers d'euros)	Principales caractéristiques	Echéance	31.12.2024	31.12.2023
Engagements liés au financement :				
Contrat d'affacturage Crédit Agricole	Partie non utilisée d'une ligne de 80 M€ d'engagement	Renouvellement annuel par tacite reconduction	80 000	80 000
Ligne de crédit court terme Etats-Unis	Partie non utilisée d'une ligne de 35 M$	15.06.2025	8 927	28 363
Ligne de crédit court terme Italie	Partie non utilisée d'une ligne de 5 M€	30.09.2029	5 000	
Contrats d'affacturage Italie	Partie non utilisée de lignes de 17,5 M€		4 365	
Autorisation de découverts France	Partie non utilisée de plusieurs lignes d'un montant total de 44 M€		44 000	31 489
Autorisation de découverts Italie	Partie non utilisée de plusieurs lignes d'un montant total de 131,6 M€		98 462	
Autorisation de découverts autres Pays	Partie non utilisée de plusieurs lignes d'un montant total de 4,1 M€		3 622	2 955

5.2. Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles de la société

5.2.1. Engagements donnés

(en milliers d'euros)	Principales caractéristiques	Echéance	31.12.2024	31.12.2023
Garantie financière				
Contre-garantie donnée par Groupe Crit à BNP Paribas	Garantie des franchises des contrats d'assurance accidents du travail	31.10.2025	7 417	6 373
Garantie financière des sommes dues au titre du contrat de crédit-bail de l'immeuble de Paris 17e de SCI Saint Ouen à Natiocredibail	Promesse de cession des loyers de sous-location de l'immeuble	31.05.2026	3 169	8 387
Instruments financiers conclus en vue de la livraison d'un élément non financier				
Engagement d'achat de GEH vis-à-vis de divers fournisseurs	Engagement d'achat ferme d'uniformes	Illimité	948	970

5.2.2. Engagements reçus

(en milliers d'euros)	Principales caractéristiques	Echéance	31.12.2024	31.12.2023
Garantie financière				
Garantie financière donnée par BNP Paribas	Garantie des franchises des contrats d'assurance accidents du travail	31.10.2025	7 417	6 373
Garanties à première demande				
Garantie à première demande de Crédit Lyonnais à Aéroport de Paris pour les filiales Aéroportuaire France	Garantie de baux civils		2 088	2 019
Autres cautions immobilières	Garantie de baux civils		2 439	2 449
Cautions reçues				
Caution bancaire en faveur de CRIT SAS (1)	Garantie financière des activités de travail temporaire en France (article L 1251-49 et R 1251-11 à R 1251-31 du Code du Travail)	30.06.2025	108 170	104 600
Caution bancaire en faveur de Les Compagnons, Les Volants, AB Intérim (1)	Garantie financière des activités de travail temporaire en France (article L 1251-49 et R 1251-11 à R 1251-31 du Code du Travail)	30.06.2025	9 750	11 390
Caution bancaire en faveur de Openjobmetis	Garantie financière des activités de travail temporaire en Italie Art 5, D.lgs. 276/2003	31.05.2025	35 056	
Caution bancaire en faveur de Just On Business	Garantie financière des activités de travail temporaire en Italie Art 5, D.lgs. 276/2003	30.06.2025	5 750	
Caution bancaire en faveur de Family Care	Garantie financière des activités de travail temporaire en Italie Art 5, D.lgs. 276/2003	30.11.2025	1 315	
Caution bancaire en faveur de Crit Espana	Garantie financière des activités de travail temporaire en Espagne	Illimité	5 286	5 905
Caution bancaire en faveur de Crit Suisse	Garantie financière des activités de travail temporaire en Suisse	Illimité	425	411
Autres cautions	Cautions clients et fournisseurs		1 273	907

(1) Les garanties financières consenties par les banques en faveur des sociétés CRIT SAS, AB INTERIM, LES COMPAGNONS et LES VOLANTS dans le cadre de leurs activités de travail temporaire et en application des dispositions de l'article L 1251-49 et R 1251-11 à R 1251-31 du Code du Travail ont une durée limitée d'une année et sont renouvelables chaque année.

6. Autres informations

6.1. Informations sur les parties liées

Selon la norme IAS 24, une partie liée est une personne ou une entité qui est liée à l'entité présentant ses états financiers. Toutes les opérations commerciales conclues avec les entités non consolidées sont effectuées dans des conditions normales d'activité du marché.

6.1.1. Rémunérations des mandataires sociaux

Les rémunérations attribuées au titre de l'exercice 2024 par Groupe Crit (avantages en nature compris) aux principaux dirigeants - Présidente-Directrice Générale et Directrice Générale Déléguée - s'élèvent à 1 065 milliers d'euros contre 590 milliers d'euros au titre de 2023, y compris la prime exceptionnelle de 100 K€ attribuée au titre de l'exercice 2023 par le conseil d'administration du 24 avril 2024 (cf. Chapitre 5 du Document d'Enregistrement Universel). Aucun avantage postérieur à l'emploi ni de prêt aux dirigeants n'a été octroyé. De même, aucune attribution d'actions ou d'options n'est effectuée par le Groupe.

6.1.2. Autres parties liées

Les transactions avec les autres parties liées sont principalement :

- des locations consenties aux conditions de marché par des SCI, dont la gérance est assurée par Karine GUEDJ ou Nathalie JAOUI, administrateurs,
- des ventes facturées par le Groupe aux sociétés consolidées par mise en équivalence.

En milliers d'euros	2024	2023
Locations facturées au Groupe par des SCI		
SCI LA PIERRE DE CLICHY	32	32
SCI HUGO MOREL		18
SCI LA PIERRE DE SENS	16	16
SCI LA PIERRE DE ROUEN	17	17
SCI LA PIERRE DE TOULON	14	14
SCI LA PIERRE CHATEAUROUX	11	11
SCI LA PIERRE D'AUXERRE	11	11
SCI LA PIERRE DE QUIMPER	7	9
	108	**128**
Ventes facturées par le Groupe		
Global SQ	8 051	6 665
Comptes clients et courants débiteurs		
Global SQ	848	2 557
SCCV LES CHARMES	86	85
SHP RS DOO Serbie	850	1 041
	1 784	**3 682**

Les informations financières résumées des sociétés mises en équivalence sont données en note 4.1.4.

6.2. Honoraires des commissaires aux comptes

En milliers d'euros	PricewaterhouseCoopers				Exco Paris ACE			
	Montant HT		%		Montant HT		%	
	2024	2023	**2024**	**2023**	**2024**	**2023**	**2024**	**2023**
Certification des comptes								
Emetteur	184	135	16%	27%	48	47	33%	33%
Filiales intégrées globalement [1]	519	350	44%	70%	95	93	67%	67%
Certification des informations en matière de durabilité								
Emetteur	130		11%	0%			0%	0%
Filiales intégrées globalement								
Services autres que la certification des comptes et certification des informations en matière de durabilité								
Emetteur	1	13	0%	3%			0%	0%
Filiales intégrées globalement [2]	337	0	29%	0%	0		0%	0%
TOTAL	**1 171**	**498**	**100%**	**100%**	**143**	**140**	**100%**	**100%**

(1) Dont réalisés par les commissaires aux comptes de la société mère et des filiales françaises PricewaterhouseCoopers Audit 265 K€ en 2024 (261 K€ pour 2023) et Exco Paris ACE 95 K€ (93 K€ pour 2023)

(2) Essentiellement honoraires de due diligences réalisées par un membre du réseau PricewaterhouseCoopers dans le cadre de l'acquisition d'OPENJOBMETIS

6.3. Evénements post-clôture

Aucun autre événement post-clôture de nature à avoir une incidence significative sur les états financiers n'a été identifié entre la date de clôture et la date d'arrêté des comptes.

6.4. Périmètre de consolidation

Sociétés [1]	Siren	TVA Intracommunautaire	% d'intérêt		Méthode de consolidation
			31.12.2024	31.12.2023	
GROUPE CRIT (Paris)	622 045 383	FR12 622045383	Société mère		Intégration globale
Travail temporaire et recrutement					
CRIT INTERIM (Paris)	303 409 247	FR26 303409247	99,10	99,10	Intégration globale
LES VOLANTS (Paris)	301 938 817	FR05 301938817	98,89	98,89	Intégration globale
LES COMPAGNONS (Paris)	309 979 631	FR02 309979631	95,00	95,00	Intégration globale
AB INTERIM (Paris)	642 009 583	FR59 642009583	95,00	95,00	Intégration globale
CRIT (Paris)	451 329 908	FR07 451329908	99,71	99,71	Intégration globale
PRESTINTER (Paris)	334 077 138	FR72 334077138	95,00	95,00	Intégration globale
PLAVISGAS (Italie) [2]	MI-2731808	IT 04811960261	99,71	0,00	Intégration globale
OPENJOBMETIS (Italie) [2]	MI-1641225	IT 13343690155	99,71	0,00	Intégration globale
SELTISHUB (Italie) [2]	MI-1614276	IT 13074830152	99,71	0,00	Intégration globale
FAMILY CARE (Italie) [2]	MI-2571173	IT 10993660967	99,71	0,00	Intégration globale
LYVE (Italie) [2]	MI-2105322	IT 09663140961	51,91	0,00	Intégration globale
OPENJOB CONSULTING (Italie) [2]	VA-276382	IT 02667720128	99,71	0,00	Intégration globale
JUST ON BUSINESS (Italie) [2]	MI-1624633	IT 05815251003	99,71	0,00	Intégration globale
DEINE GROUP (Italie) [2]	MI-258192	IT 02836180212	99,71	0,00	Intégration globale
CRIT CORP (Etats-Unis)	45-3062102	NA	100,00	100,00	Intégration globale
PEOPLELINK (Etats-Unis)	35-2154753	NA	100,00	100,00	Intégration globale
SUSTAINED QUALITY (Etats-Unis)	26-1555349	NA	100,00	100,00	Intégration globale
2AM GROUP ONTARIO (Etats-Unis)	36-4778757	NA	100,00	100,00	Intégration globale
PEOPLE SIMPLE [3]	99-11011785	NA	100,00	0,00	Intégration globale
GLOBAL SQ (Etats-Unis)	27-0340224	NA	49,00	49,00	Mise en équivalence
CRIT ESPANA (Espagne)	B81171712	ES B81171712	100,00	100,00	Intégration globale
CRIT CARTERA (Espagne)	B84963198	ES B84963198	100,00	100,00	Intégration globale
CRIT PROCESOS AUXILIARES SL (Espagne)	B85751576	ES B85751576	100,00	100,00	Intégration globale
CRIT CONSULTORIA (Espagne)	B61456380	ES B61456380	100,00	100,00	Intégration globale
CRIT EMPRESA DE TRABALHO TEMPORÁRIO (Portugal)	513 777 784	PT 513777784	100,00	100,00	Intégration globale
OK JOB (Suisse)	CHE-236.266.080	NA	100,00	80,00	Intégration globale
11i-Job (Suisse)	CHE-255.255.119	NA	100,00	80,00	Intégration globale
CRIT INTERIM (Suisse)	CHE-106.120.732	NA	99,71	99,71	Intégration globale
PROPARTNER (Allemagne)	HRB 412938	DE 161340132	100,00	100,00	Intégration globale
CRIT MAROC (Maroc)	122 453	NA	98,67	98,67	Intégration globale
C-SERVICES (Maroc)	175 245	NA	99,87	99,87	Intégration globale
CRIT RH (Tunisie)	1029015Q	NA	95,00	95,00	Intégration globale
CRIT TUNISIE (Tunisie)	1043956P	NA	95,00	95,00	Intégration globale
Assistance aéroportuaire					
PARIS CUSTOMERS ASSISTANCE (Tremblay en France)	502 637 960	FR04 502637960	100,00	100,00	Intégration globale
AERO HANDLING (Tremblay en France)	792 040 289	FR52 792040289	100,00	100,00	Intégration globale
CARGO GROUP (Tremblay en France)	789 719 887	FR51 789719887	100,00	100,00	Intégration globale
ORLY CUSTOMER ASSISTANCE (Tremblay en France)	515 212 801	FR63 515212801	100,00	100,00	Intégration globale
ORLY RAMP ASSISTANCE (Tremblay en France)	515 212 769	FR64 515212769	100,00	100,00	Intégration globale

Sociétés [1]	Siren	TVA Intracommunautaire	% d'intérêt		Méthode de consolidation
			31.12.2024	31.12.2023	
GEH SERVICES (Tremblay en France)	515 212 785	FR15 515212785	100,00	100,00	Intégration globale
RAMP TERMINAL ONE (Tremblay en France)	515 192 763	FR89 515192763	100,00	100,00	Intégration globale
ORLY GROUND SERVICES (Tremblay en France)	827 803 339	FR24 827803339	100,00	100,00	Intégration globale
CARGO HANDLING (Tremblay en France)	814 167 599	FR32 814167599	100,00	100,00	Intégration globale
AIRPORT ENERGIE DISTRIBUTION	953 653 219	FR56 953653219	100,00	100,00	Intégration globale
AIRLINES GROUND SERVICES (Tremblay en France)	411 545 080	FR46 411545080	100,00	100,00	Intégration globale
EUROPE HANDLING CARGO (Tremblay en France)	914 538 509	FR27 914538509	100,00	100,00	Intégration globale
ASSISTANCE MATERIEL AVION (Tremblay en France)	410 080 600	FR27 410080600	100,00	100,00	Intégration globale
EUROPE HANDLING MAINTENANCE (Tremblay en France)	404 398 281	FR44 404398281	100,00	100,00	Intégration globale
GROUPE EUROPE HANDLING (Tremblay en France)	401 144 274	FR06 401144274	100,00	100,00	Intégration globale
INSTITUT DE FORMATION AUX METIERS DE L'AERIEN (Tremblay en France)	409 514 791	FR03 409514791	100,00	100,00	Intégration globale
EUROPE HANDLING (Tremblay en France)	395 294 358	FR80 395294358	100,00	100,00	Intégration globale
ADVANCED AIR SUPPORT INTERNATIONAL (Le Bourget)	841 280 704	FR94 841280704	100,00	100,00	Intégration globale
AWAC TECHNICS (Tremblay en France)	412 783 045	FR05 412783045	99,76	99,76	Intégration globale
OVID (Tremblay en France)	534 234 661	FR58 534234661	33,33	33,33	Mise en équivalence
CONGOLAISE DE PRESTATIONS DE SERVICES - CPTS (Congo)	CG-BZV-01-2011-B14-00065	NA	61,00	61,00	Intégration globale
AEROPORTS DE LA REPUBLIQUE DU CONGO - AERCO (Congo)	CG-BZV-01-2009-B14-00027	NA	15,25	15,25	Mise en équivalence
SKY PARTNER R.S. DOO. (Serbie)	20 867 019	RS107761497	48,00	48,00	Mise en équivalence
CONGO HANDLING (Congo)	CG-BZV-01-2023-M-07713	NA	50,00	50,00	Intégration globale
ADVANCED AIR SUPPORT MAROC (Maroc)	65 679	NA	100,00	100,00	Intégration globale
SKY HANDLING PARTNER SIERRA LEONE (Sierra Leone)	143/2010	NA	80,00	80,00	Intégration globale
SKY HANDLING PARTNER (Irlande)	210 922	IE82 10922O	100,00	100,00	Intégration globale
SKY HANDLING PARTNER UK (Royaume-Uni)	NI609088	NA	90,00	90,00	Intégration globale
COBALT GROUND SOLUTIONS (Royaume-Uni)	3 039 046	NA	100,00	100,00	Intégration globale
Autres services					
OTESSA (Paris)	552 118 101	FR66 552118101	99,00	99,00	Intégration globale
E.C.M. (Paris)	732 050 034	FR80 732050034	99,00	99,00	Intégration globale
MASER (Paris)	732 050 026	FR56 732050026	99,94	99,94	Intégration globale
ECM CRIT INDIA PRIVATE LIMITED (Inde)	U74999DL2020FTC363715	NA	99,00	99,00	Intégration globale
CRIT IMMOBILIER (Paris)	572 181 097	FR69 572181097	95,00	95,00	Intégration globale
SCI L'ARCHE DE SAINT-OUEN (Paris)	799 904 487	FR15 799904487	100,00	100,00	Intégration globale
R.H.F. (Clichy)	343 168 399	FR74 343168399	99,99	99,99	Intégration globale
PEOPULSE (Colombes)	489 466 474	FR48 489466474	100,00	100,00	Intégration globale
HUMKYZ (Colombes)	879 871 515	FR20 879871515	100,00	100,00	Intégration globale
SCI SARRE COLOMBES (Paris)	381 038 496	FR85 381038496	99,72	99,72	Intégration globale
SCI RIGAUD PREMILHAT (Paris)	312 086 390	FR50 312086390	90,00	90,00	Intégration globale
SCI MARCHE A MEAUX (Paris)	384 360 962	FR54384360962	99,00	99,00	Intégration globale
SCI DE LA RUE DE CAMBRAI (Paris)	403 899 818	FR07 403899818	99,72	99,72	Intégration globale
SCI ALLEES MARINES (Paris)	381 161 595	FR06381161595	99,00	99,00	Intégration globale
SCCV LES CHARMES (Paris)	491 437 018	FR15 491437018	47,50	47,50	Mise en équivalence

(1) Aucune entité n'est exclue du périmètre de consolidation

(2) Entrée de périmètre dans le cadre de la prise de contrôle d'OPENJOBMETIS (note 2.1)

(3) Création le 26 janvier 2024